Unité * Travail * Progrès

REPUBLIQUE DU CONGO

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN, DE LA STATISTIQUE
ET DE L'INTEGRATION REGIONALE

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE



NOTE DE CONJONCTURE

PREMIER TRIMESTRE 2022 ET PERSPECTIVES POUR 2022

JUIN 2022

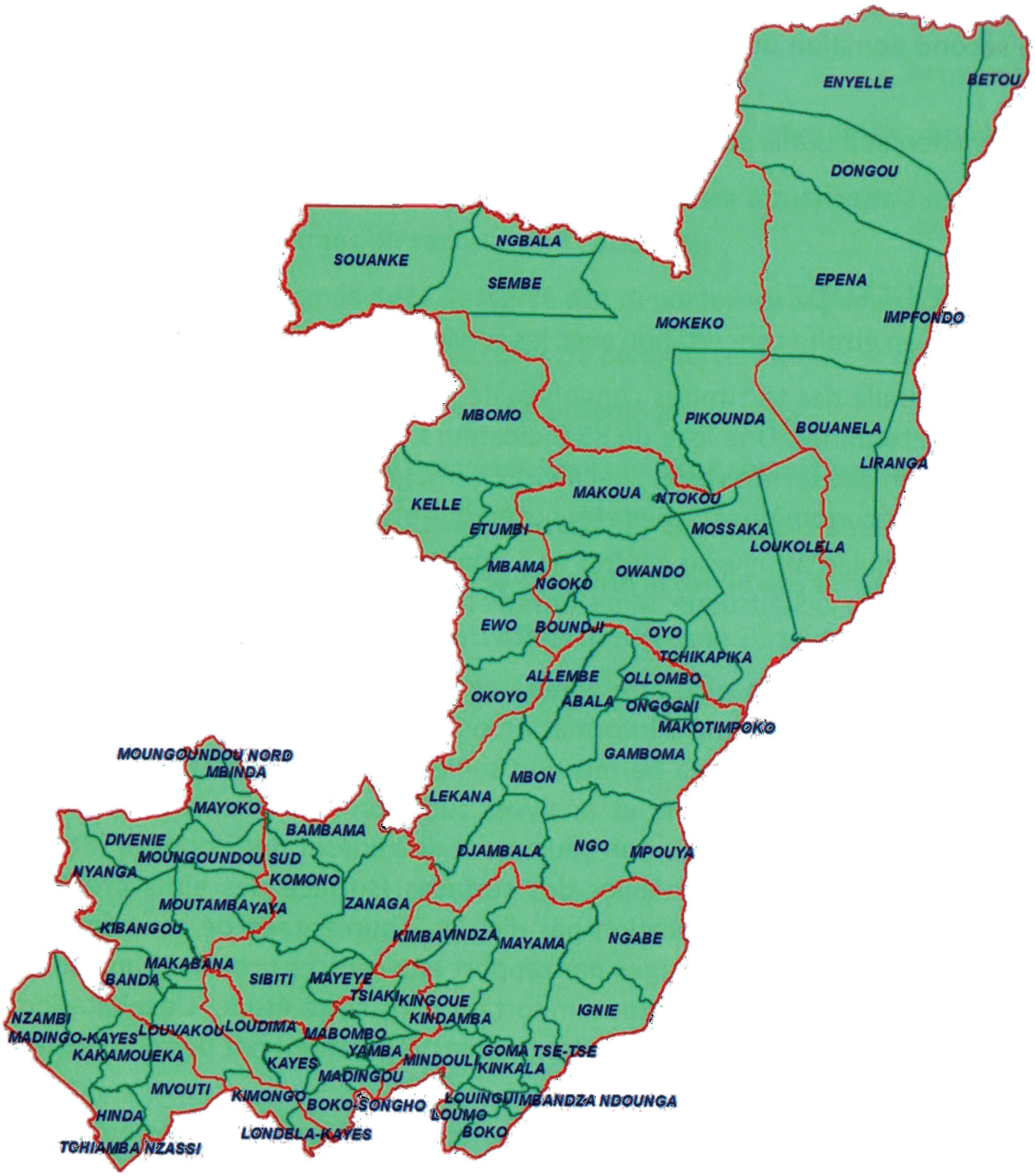

ENYELLE
BETOU
DONGOU
NGBALA
SOUANKE
SEMBE
EPENA
IMPFONDO
MOKEKO
MBOMO
PIKOUNDA
BOUANELA
LIRANGA
MAKOUA
NTOKOU
KELLE
ETUMBI
MOSSAKA
LOUKOLELA
MBAMA
OWANDO
NGOKO
EWO
BOUNDJI
OYO
TCHIKAPIKA
ALLEMBE
OLLOMBO
OKOYO
ABALA
ONGOGNI
MAKOTIMPOKO
GAMBOMA
MOUNGOUNDOU NORD
MBINDA
MBON
LEKANA
MAYOKO
BAMBAMA
DIVENIE
MOUNGOUNDOU SUD
DJAMBALA
NGO
MPOUYA
NYANGA
KOMONO
MOUTAMBA
YAYA
ZANAGA
KIBANGOU
KIMBAVINDZA
MAYAMA
NGABE
MAKABANA
BANDA
SIBITI
MAYEYE
TSIAKI
KINGOUE
IGNIE
KINDAMBA
NZAMBI
MADINGO-KAYES
LOUVAKOU
LOUDIMA
MABOMBO
YAMBA
GOMA TSE-TSE
KAKAMOUEKA
KAYES
MINDOULI
KINKALA
MADINGOU
MVOUTI
KIMONGO
BOKO
SONGHO
LOUINGUI
MBANDZA NDOUNGA
HINDA
LOUMO
LONDELA-KAYES
BOKO
TCHIAMBA NZASSI

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS 6
LISTE DES TABLEAUX 7
LISTE DES GRAPHIQUES 9
PREFACE 10
AVANT-PROPOS 11
APERçU GENERAL 12

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN 2021 ET PERSPECTIVES 2022 13
I.1. Croissance 15
I.2. Inflation 16
I.3. Cours des matières premières 17
I.4. Conditions monétaire et financière 18
I.5. Taux de change 18

II. CONJONCTURE NATIONALE 21
II.1. Secteur réel 23
II.1.1 Secteur Primaire (hors agriculture) 23
II.1.1.1 Pêche 23
II.1.1.2. Exploitation forestière 24
1.Les ventes de bois à l'exportation 24
II.1.2. Secteur secondaire 24
II.1.2.1. Industries de transformation de bois 24
II.1.2.2. Industries d'extraction des hydrocarbures 25
1. Production 25
2.Les ventes en volume des hydrocarbures bruts 25
II.1.2.4. Industries de boissons et de tabacs 25
1.Production 25
2.Chiffre d'affaires 25
II.1.2.5. Industries alimentaires 26
II.1.2.6. Industries minéraux non métalliques 26
1.Production 26
2.Chiffre d'affaires 26
II.1.2.7. Industries chimiques et matières plastiques (hors raffinage des produits pétroliers) 27
1.Production 27
2.Chiffre d'affaires 27
II.1.2.8. Industries mécanique, métallique et métallurgique 27
1.Production 27
2.Chiffre d'affaires 28
II.1.2.9. Industrie de raffinage 28
1.Achats de pétrole brut et production des produits raffinés de pétrole 28
2.Les ventes de produits raffinés de pétrole sur le marché intérieur 29
3.Exportations de produits raffinés de pétrole en volume 30
II.1.2.10. Industries de production et de distribution d'eau et d'électricité 30
1.Production et distribution d'eau 30
2.Production et distribution d'électricité 30
II.1.2.11. Bâtiments et travaux publics 31
II.1.3. Secteur tertiaire 31
II.1.3.1. Commerce intérieur 31

1.Le commerce général 31
2.Commerce des produits pétroliers raffinés 32
2.1. Ventes en volume des produits pétroliers et gaziers 32
2.2. Chiffre d'affaires du commerce des produits pétroliers et gaziers 32
3.Le commerce des produits alimentaires 33
3.1. Ventes en volume des produits alimentaires 33
3.2. Chiffre d'affaires du commerce des produits alimentaires 33
4.Le commerce des véhicules 34
5.Le commerce des produits pharmaceutiques 34
II.1.3.2. Transports et Télécommunications 35
1.Transports 35
a. Transport aérien 35
b. Transport ferroviaire 36
c. Transport terrestre 36
d. Transport maritime 37
e. Transport fluvial 37
2.Télécommunications 38
II.1.3.3 Tourisme et hôtellerie 39
II.1.3.4 Banques, assurances et micro finances 39
1.Activités bancaires 39
2.Activités des microfinances 39
3.Activités d'assurances 40
II.1.3.5 Autres services marchands 40
1.Affranchissements courriers 40
2.Activités Parapétrolières 40
II.2. Emplois et Salaires 41
II.2.1. Emplois 41
II.2.2. Salaires 42
II.3 Agrément des entreprises à la charte des investissements 43
II.4 Opinons des chefs d'entreprises 43
II.5. Prix 44
II.6. Commerce extérieur 45
II.6.1. Exportations de biens 45
II.6.2. Importations de biens 45
II.7. Finances publiques 47
II.7.1. Recettes publiques 47
II.7.2. Dépenses publiques 47
II.7.3. Solde budgétaire 48
II.8. Situation monétaire 48
II.8.1. Avoirs extérieurs nets 48
II.8.2. Crédit intérieur 48
II.8.3. Masse monétaire 48
II.9. Relation avec l'extérieur 49

III. PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE NATIONALE POUR 2022 51
III.1. Secteur réel 52
III.2. Inflation 52
III.3. Finances publiques 52

EQUIPE TECHNIQUE 53

SIGLES ET ABREVIATIONS

AFRISTAT : Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
ANAC : Agence Nationale de l'Aviation Civile
ARPCE : Autorité de Régulation des Postes et Communications Électroniques
BAD : Banque Africaine de Développement
BEAC : Banque des États de l'Afrique Centrale
BIT : Bureau International du Travail
BM : Banque Mondiale
BTP : Bâtiments et Travaux Publics
BZV : Brazzaville
CEMAC : Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CFCO : Chemin de Fer Congo-Océan
CNI : Commission Nationale des Investissements
COBAC : Commission Bancaire d'Afrique Centrale
DGB : Direction Générale du Budget
DGDDI : Direction générale des douanes et des droits indirects
DGE : Direction Générale de l'Économie
DRN : Direction des Ressources Naturelles
E^2C : Energie Électrique du Congo
FCFA : Communauté Financière Africaine
FMI : Fonds Monétaire International
FOB : Free On Board
GWh : Giga Watt heure
IARD : Incendie, Accident et Risques Divers
IHPC : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INS : Institut National de la Statistique
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économique
OIT : Organisation Internationale du Travail
PAPN : Port Autonome de Pointe-Noire
PEM : Perspectives de l'Économie Mondiale
PIB : Produit Intérieur Brut
SCPFE : Service de Contrôle de Produits Forestiers à l'Exportation
TM : Tonne métrique

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Croissance mondiale (en %) 15
Tableau 2 : Inflation mondiale (en %) 16
Tableau 3 : Récapitulatif de l'évolution des cours des principales matières premières exportées 18
Tableau 4 : Évolution des ventes de poissons et crevettes (en tonnes) 23
Tableau 5 : Évolution du chiffre d'affaires des activités de pêche (en millions de FCFA) 24
Tableau 6 : Évolution des Exportations des grumes en volume (en milliers de m^3) et en valeur (milliards de FCFA) 24
Tableau 7 : Évolution de la production des bois Transformés (en milliers de m^3) 24
Tableau 8 : Taux de transformation locale du bois (%) 24
Tableau 9 : Évolution de la production des hydrocarbures bruts (en millions de barils) 25
Tableau 10 : Exportations des hydrocarbures bruts (en millions de barils) 25
Tableau 11 : Évolution de la production des boissons et tabacs (en volume) 25
Tableau 12 : Évolution Chiffre d'affaires des boissons et tabacs 26
Tableau 13 : Évolution de la production des autres industries alimentaires 26
Tableau 14 : Évolution du chiffre d'affaires des industries alimentaires (en millions de FCFA) 26
Tableau 15 : Évolution de la production, des ventes et du chiffre d'affaires du ciment 27
Tableau 16 : Évolution de la production (en volume) 27
Tableau 17 : Évolution du chiffre d'affaires des industries chimiques 27
Tableau 18 : Évolution du chiffre d'affaires des industries mécanique, métallique et métallurgique 28
Tableau 19 : Évolution du chiffre d'affaires des industries mécanique, métallique et métallurgique 28
Tableau 20 : Évolution des achats de pétrole brut et production des produits raffinés de pétrole 29
Tableau 21 : Ventes en volume de produits raffinés de pétrole 29
Tableau 22 : Évolution des ventes de produits raffinés de pétrole sur le marché intérieur (en millions de FCFA) 29
Tableau 23 : Évolution des exportations de produits raffinés de pétrole 30
Tableau 24 : Principaux indicateurs de production et de distribution d'eau 30
Tableau 25 : Évolution des principaux indicateurs de production et de distribution d'électricité 31
Tableau 26 : Évolution du chiffre d'affaires des entreprises des BTP 31
Tableau 27 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce général (en millions de FCFA) 32
Tableau 28: Évolution des ventes en volumes des produits pétroliers et gaziers (en tonnes) 32
Tableau 29 : Chiffre d'affaires du commerce des produits pétroliers raffinés (en millions de FCFA) 33
Tableau 30 : Évolution des ventes en volume des produits alimentaires (en tonnes) 33
Tableau 31: Évolution du Chiffre d'affaires du commerce des produits alimentaires (en millions de FCFA) 34
Tableau 32 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des véhicules (en millions de FCFA) 34
Tableau 33: Évolution chiffre d'affaires du commerce des produits pharmaceutiques (en millions de FCFA) 35
Tableau 34 : Évolution du trafic commercial aérien 35

Tableau 35 : Évolution des indicateurs du transport ferroviaire 36
Tableau 36 : Évolution des indicateurs du transport terrestre 37
Tableau 37 : Évolution des indicateurs du transport maritime 37
Tableau 38: Évolution des trafics des réseaux de téléphonie mobile et internet 38
Tableau 39 : Évolution du chiffre d'affaires des entreprises de la téléphonie mobile (en millions de FCFA) 38
Tableau 40 : Évolution des indicateurs des établissements de crédit en milliards de FCFA 39
Tableau 41 : Évolution des indicateurs de l'activité des microfinances (en millions de FCFA) 39
Tableau 42 : Évolution des indicateurs de l'activité des établissements d'assurances 40
Tableau 43 : Situation de l'emploi dans le secteur formel (en nombre) 41
Tableau 44 : Évolution de la masse salariale 42
Tableau 45 : Répartition du nombre d'entreprises enregistrées et des intentions d'investissement et d'emploi par secteur d'activités 43
Tableau 46: Opinions des chefs d'entreprises sur les difficultés rencontrées au cours du premier trimestre 2022 44
Tableau 47 : Indice de prix par groupes de produits (base 100=2018) 45
Tableau 48 : Exportations en valeurs (en milliards de FCFA) 45
Tableau 49 : Évolution des importations en volume (en tonnes) 46
Tableau 50 : Évolution des importations en valeur (en milliards de FCFA) 46
Tableau 51 : Balance du commerce extérieur (en milliards de FCFA) 47
Tableau 52 : Évolution de la situation monétaire et du crédit 49

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Cours de pétrole (en dollar US/baril)..... 17
Graphique 2 : Cours de bois (en dollar US/mètre cube)..... 17
Graphique 3: Cours de cuivre et du fer (en dollar/tonne métrique)..... 18
Graphique 4 : Taux de change euro par rapport au dollar us 19
Graphique 5: Production de la pêche (en tonnes) 23
Graphique 6 : Évolution du chiffre d'affaires du transport fluvial (en millions de FCFA) 38
Graphique 7: Évolution du chiffre d'affaires de l'hôtellerie (en millions de FCFA) 39
Graphique 8 : Évolution du chiffre d'affaires des parapétroliers (en millions de FCFA) 40
Graphique 9 : Part (en%) des intentions d'investissement et de création d'emploi..... 43
Graphique 10 : Évolution des recettes pétrolières et non pétrolières (en Mds de FCFA)..... 47
Graphique 11 : Évolution des recettes et des dépenses publiques (en Mds de FCFA) 47

PREFACE



Deux ans après la crise sanitaire de coronavirus, le Congo à l'instar des autres Etats de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) fait face aux répercussions économiques du conflit russo-ukrainien.

Dans un tel contexte, le Gouvernement suit régulièrement l'évolution de l'activité économique, à travers la note de conjoncture, qui est à la fois un outil d'aide à la décision dans l'appréciation de la mise en œuvre des programmes de développement socioéconomique, tel que le Plan national de développement (PND) 2022-2026 : une économie forte, diversifiée et résiliente, pour une croissance inclusive et un développement durable irréversible.

Cette note de conjoncture, qui analyse l'évolution de l'activité économique au premier trimestre 2022, met en lumière, les performances et/ou contre-performances enregistrées dans le secteur réel, à travers les secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Outre l'évolution du secteur productif, cette note permet aux utilisateurs des statistiques officielles, notamment les partenaires au développement de s'informer sur l'évolution des finances publiques, des échanges extérieurs et de la situation monétaire.

Les données sources du présent document sont issues de l'enquête de conjoncture réalisée par la direction générale de l'économie auprès de plus de trois cents entreprises représentatives du secteur formel. Ces données ont également servi à l'élaboration des prévisions économiques, qui sous-tendent les perspectives de l'économie congolaise pour l'année 2022.

Au regard de cette étroite collaboration, j'adresse mes remerciements aux chefs d'entreprises, aux institutions financières ainsi qu'aux directeurs généraux et centraux des administrations publiques et privées, qui ont facilité la collecte des données par les équipes de la direction générale de l'économie.

J'ose croire que cette note répondra aux attentes de tous et de chacun et constituera un instrument qui aidera dans la prise de décisions éclairées.

Ministre de l'Economie, du Plan, de la Statistique et de l'Intégration Régionale

Ingrid Olga Ghislaine EBOUKA-BABACKAS

AVANT-PROPOS



Conformément aux dispositions de l'article 11 du décret n°2019-90 du 9 avril 2019 portant attributions et organisation de la direction générale de l'économie, celle-ci est chargée, entre autres, de réaliser les enquêtes de conjoncture, afin de suivre régulièrement l'évolution de la conjoncture économique.

La direction générale de l'économie, à travers la publication de la note de conjoncture, informe les utilisateurs des statistiques officielles, notamment, le Gouvernement, le secteur privé et les partenaires au développement de l'évolution de l'activité économique au cours d'une période donnée. Cela dans le but de les aider dans la prise des décisions économiques.

La présente note de conjoncture fait un état de lieux de l'évolution de l'activité économique au premier trimestre 2022, en dessine les principales tendances et présente les perspectives pour l'année 2022. Elle s'inscrit dans un contexte économique marqué entre autres, au niveau international, par les crises sanitaire et russo-ukrainienne et au niveau national, par la mise en œuvre du Plan national de développement (PND) 2022-2026 et du Plan de résilience sur la crise alimentaire 2022-2023.

Outre l'analyse de l'évolution de l'activité économique, cette note met en lumière les facteurs qui ont influencé l'évolution de la production dans les industries et du chiffre d'affaires au niveau des services, ainsi que ceux qui influenceraient les perspectives (croissance, finances publiques) pour 2022.

Cette note de conjoncture est structurée en trois grands points : (i) l'environnement international, qui présente premièrement la croissance et l'inflation au niveau mondial et régional, deuxièmement l'évolution des cours de matières premières exportées par le Congo, troisièmement, les conditions monétaires et financières mises en œuvre par les pays avancés et les pays émergents et pays en développement ; (ii) l'économie nationale, qui analyse le secteur productif, l'inflation, l'emploi, la dynamique entrepreneuriale, les finances publiques, les échanges extérieurs, et la situation monétaire ; et (iii) les perspectives, qui décrivent essentiellement la croissance attendue en 2022, en se basant sur les prévisions fournies par les entreprises interrogées.

Les données qui ont permis de produire cette note de conjoncture, sont issues de l'enquête réalisée en mai 2022 auprès des entreprises privées et publiques, ainsi que des administrations publiques, consolidées par les données des différentes structures productrices de statistiques, notamment l'Institut national de la statistique (INS), la direction des études et de la planification du ministère en charge des finances, la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), les perspectives de l'économie mondiale et régionale d'Afrique subsaharienne du Fonds monétaire international (FMI), et la Banque mondiale.

La direction générale de l'économie reste ouverte et sera heureuse de recevoir toutes les observations et suggestions susceptibles de contribuer à l'amélioration de la qualité des prochaines éditions de la note de conjoncture.

Franck Mondésir MBOUAYILA TSASSA

Directeur général de l'économie

APERÇU GENERAL

Le conflit russo-ukrainien a des effets néfastes sur l'activité économique mondiale. Les sanctions prises par la communauté internationale contre la Russie ont fortement impacté le circuit d'approvisionnement, perturbant ainsi le commerce international, l'un des facteurs de la croissance. À cet effet, il est attendu un ralentissement de la croissance économique mondiale en 2022.

En Afrique subsaharienne, l'économie enregistrerait un fléchissement de la croissance en 2022. Les économies de la zone CEMAC, dépendant principalement du pétrole, devraient tirer profit de la crise russo-ukrainienne. Ainsi, un raffermissement de la croissance est attendu dans cette zone.

Les tensions inflationnistes au niveau mondial devraient s'intensifier en 2022, en rapport avec les perturbations survenues dans le circuit d'approvisionnement, à cause du conflit russo-ukrainien. En Afrique subsaharienne, l'inflation s'accélérerait. Dans la zone CEMAC, elle dépasserait la norme communautaire.

Les cours des principales matières premières exportées par la République du Congo ont connu une évolution mitigée entre le premier trimestre 2021 et le premier trimestre 2022. Les cours du pétrole et du cuivre ont augmenté, alors que ceux du bois et du fer ont baissé.

L'économie nationale a connu dans l'ensemble une conjoncture favorable au premier trimestre 2022, comparativement au premier trimestre 2021. Le secteur réel a globalement connu une hausse d'activités au cours de la période sous revue, en lien avec la bonne tenue des secteurs secondaire et tertiaire, et ce nonobstant la baisse d'activités dans le secteur primaire (hors agriculture).

La baisse d'activités enregistrée dans le secteur primaire (hors agriculture) est imputable aux contre-performances des activités de pêche et d'exploitation forestière.

Le regain d'activités enregistré dans le secteur secondaire est lié à la hausse d'activités dans les industries manufacturières et les industries de production et de distribution d'eau et d'électricité, et ce malgré le repli d'activités dans les industries alimentaires, principalement dans les industries de boissons et tabacs.

Les industries extractives, notamment celles relevant du secteur pétrolier, ont enregistré une baisse de la production au premier trimestre 2022.

La conjoncture favorable affichée par le secteur tertiaire est en liaison avec la bonne tenue des activités du commerce, des banques et des sociétés d'assurances ainsi que des autres services.

Le niveau général des prix à la consommation a augmenté au premier trimestre 2022, par rapport à la même période de l'année précédente.

Le solde du commerce extérieur est ressorti excédentaire au premier trimestre 2022, en nette consolidation par rapport au premier trimestre 2021.

La gestion des finances publiques au premier trimestre 2022 s'est soldée par les excédents du solde budgétaire global, base engagements dons compris et du solde budgétaire primaire, après avoir été tous les deux déficitaires au premier trimestre de l'année précédente.

La situation monétaire, à la fin du mois de mars 2022, a été caractérisée par une contraction des avoirs extérieurs nets, une hausse des crédits intérieurs et une régression de la masse monétaire.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN 2021 ET PERSPECTIVES 2022

L'analyse de l'environnement international porte sur les éléments qui permettent d'appréhender l'évolution des activités économiques mondiales. Il s'agit notamment de la croissance économique mondiale, de l'inflation, des cours des principales matières premières exportées par la République du Congo, les conditions monétaires et financières ainsi que le taux de change.

I.1. Croissance

L'assouplissement des mesures d'engouement en riposte à la crise sanitaire à coronavirus, dénommée Covid-19 couplé aux mesures de relance économique dans les pays avancés et pays émergents et pays en développement, ont permis à l'économie mondiale de retrouver son dynamisme d'avant la crise. D'après les Perspectives de l'économie mondiale (PEM) du FMI, édition d'avril 2022, le PIB réel mondial s'est accru de 6,1% en 2021, après avoir été en baisse de 3,1% en 2020.

Les économies des pays avancés ont connu une reprise, affichant une croissance de 5,0% en 2021, contre une récession de 4,5% en 2020, en lien avec les compagnes de vaccination qui se sont intensifiées dans la plupart des pays, ainsi que de la mise en œuvre du plan de soutien budgétaire de l'administration Biden de 1 900 milliards de dollars, qui a stimulé l'activité économique aux États-Unis, avec des effets d'entrainement sur les partenaires commerciaux. Aux États-Unis, l'activité économique s'est accrue de 5,7%, revenant d'une régression de 3,4%. Dans la zone euro, la croissance est ressortie à 5,3%, contre -6,4%. En Allemagne, elle s'était établie à 2,8%, après avoir été de -4,6%. En France, elle s'est fixée à 7,0%, alors qu'elle était de -8,0%. Au Japon, le PIB réel a progressé de 1,6%, contre une diminution de 4,5%. Au Royaume-Uni, l'activité économique croîtrait de 7,4%, contre une récession de 9,4%.

Les économies des pays émergents et pays en développement ont également emboité le pas, affichant une reprise de l'ordre de 6,8% en 2021, après un effondrement de l'activité économique en 2020 (-2,0%). Cette performance est en rapport avec notamment la reprise de la production industrielle mondiale et la mise en œuvre de la stratégie d'investissement public et d'une politique monétaire souple dans plusieurs pays, à l'instar de la Chine. En Chine, la croissance s'est raffermie, passant de 2,3% à 8,1%. En Inde, la croissance s'est située 8,9%, alors qu'elle était de -7,3%. En Russie, elle s'est établie à 4,5%, contre -2,7%. Au Brésil, elle est passée de -3,9% à 4,7%.

En Afrique subsaharienne, l'activité économique a retrouvé son dynamisme d'avant la crise sanitaire. En effet, la croissance dans cette région est revenue d'une baisse de 1,7% en 2020 à une progression de 4,5% en 2021, en lien avec la mise en œuvre des mesures budgétaires de soutien aux entreprises dans la plupart des pays. Au Nigéria, la croissance s'est fixée à 3,6% après avoir été de -1,8%. En Afrique du Sud, elle est passée de -6,4% à 4,9%. En République démocratique du Congo, elle s'est accélérée de 3,4 points de pourcentage, pour ressortir à 5,7%, contre 1,7%.

Dans la zone CEMAC, l'économie a renoué avec la croissance en 2021 (1,4%), contre une récession de 1,6% en 2020. Néanmoins, elle reste en deçà de son niveau d'avant la crise sanitaire, du fait de la méfiance des investisseurs dans le secteur pétrolier, qui ont préféré reporter leurs investissements, attendant les jours meilleurs, cas de la République du Congo.

Tableau 1: Croissance mondiale (en %)

	2020	2021	2022	2023
Monde	-3,1	6,1	3,6	3,6
Pays avancés	-4,5	5,2	3,3	2,4
Etats-Unis	-3,4	5,7	3,7	2,3
Zone Euro	-6,4	5,3	2,8	2,3
Allemagne	-4,6	2,8	2,1	2,7
France	-8,0	7,0	2,9	1,4
Japon	-4,5	1,6	2,4	2,3
Royaume-Uni	-9,4	7,4	3,7	1,2
Pays émergents et pays en développement	-2,0	6,8	3,8	4,4
Chine	2,3	8,1	4,4	5,1
Inde	-7,3	8,9	8,2	6,9
Russie	-2,7	4,7	-8,5	-2,3
Brésil	-3,9	4,6	0,8	1,4
Afrique subsaharienne	-1,7	4,5	3,8	4,0
Nigéria	-1,8	3,6	3,4	3,1
Afrique du sud	-6,4	4,9	1,9	1,4
République Démocratique du Congo	1,7	5,7	6,4	6,9
CEMAC	-1,6	1,4	3,9	3,4

***Source** : FMI*

En 2022, alors que la croissance mondiale s'apprêtait à s'accélérer, après la reprise en 2021, le conflit rus-

so-ukrainien, qui a entrainé une crise humanitaire coûteuse, est venu tout chambarder. En effet, les dégâts sur le plan économique causés par ce conflit devraient affecter l'activité économie mondiale, qui accuserait un ralentissement de 2,5 points de pourcentage, pour se situer à 3,6% en 2022 et en 2023.

Le conflit russo-ukrainien aurait des conséquences à l'échelle mondiale, aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et pays en développement. Ainsi, dans le groupe des pays avancés, la croissance fléchirait à 3,3% en 2022 et à 2,4% en 2023, en liaison avec la répercussion des décisions prises par certains pays européens de ne plus utiliser l'énergie russe, ainsi que des embargos annoncés. Aux États-Unis, la croissance devrait ralentir, pour se situer à 3,7% et à 2,3%. Dans la zone euro, elle ressortirait à 2,8% puis à 2,3%. En Allemagne, le rythme de progression du PIB connaîtrait un relâchement, pour se fixer à 2,1% et s'accélérerait à 2,7%. En France, l'activité économique devrait fortement ralentir, affichant une croissance de 2,9% et de 1,4%. Au Japon, la croissance devrait se raffermir, pour s'établir à 2,4% et à 2,3%. Au Royaume-Uni, elle fléchirait de 7,4% et 3,7%.

Dans les pays émergents et les pays en développement, l'activité économique connaîtrait un relâchement, avec une croissance qui s'établirait à 3,8% en 2022 et à 4,4% en 2023, à cause de la restriction de soutien des pouvoirs publics et d'une progression vaccinale lente dans la plupart des pays. En Chine, la croissance fléchirait de près de la moitié, pour ressortir à 4,4%, et se raffermirait à 5,1%. En Inde, elle devrait décélérer de 8,2% et de 6,9%. En Russie, l'activité économique se dégraderait, avec une croissance de -8,5% et -2,9%. Au Brésil, le rythme d'augmentation du PIB réel devrait ralentir de 0,8% et 1,4%.

L'Afrique subsaharienne ne serait pas épargnée par les conséquences de la crise russo-ukrainienne. La croissance dans cette région devrait fléchir, pour ressortir à 3,8% en 2022 et à 4,0% en 2023. Au Nigéria, elle connaîtrait un léger relâchement, pour s'établir à 3,4% et 3,1%. En Afrique du Sud, la croissance ralentirait sur la période, passant de 1,9% à 1,4%. En République démocratique du Congo, la croissance devrait s'accélérer de 6,4% et 6,9%.

Dans la zone CEMAC, l'impact du conflit russo-ukrainien aurait un effet positif sur l'activité économique de la sous-région, en dépit de l'augmentation des produits alimentaire. En effet, la croissance dans la sous-région devrait fortement s'accélérer, pour se situer à 3,9% en 2022 et à 3,4% en 2023.

I.2. Inflation

En 2021, les tensions inflationnistes au niveau mondial se sont accentuées, affichant une inflation de 4,7%, contre 3,2% en 2020, en rapport avec l'accélération du rythme d'augmentation des prix à la consommation dans les économies avancées ainsi qu'émergentes et en développement.

Dans les pays avancés, l'inflation a plus que quadruplé, passant de 0,7% en 2020 à 3,1% en 2021, du fait notamment de la hausse des coûts entraînée par les perturbations survenues dans les circuits d'approvisionnement. Aux États-Unis, l'inflation est ressortie à 3,1%, alors qu'elle était de 0,7%. Dans la zone euro, elle s'établie à 2,6%, après avoir été de 0,3%. En Allemagne, elle s'est accélérée, passant de 0,4% à 3,2%. En France, elle s'est fixée à 2,1%, contre 0,5%. Au Japon, le niveau des prix à la consommation a baissé de 0,3%, après avoir fait du surplace. Au Royaume-Uni, l'inflation est passée de 0,9% à 2,6%.

Dans les pays émergents et pays en développement, le taux d'inflation s'est légèrement accéléré, pour se situer à 5,9% en 2021, après avoir été de 5,2% en 2020. En Chine, l'inflation s'est fortement ralentie, revenant de 2,4% à 0,9%. En Inde, elle s'est affichée à 5,5%, contre 6,2%. En Russie, elle est passée de 3,4% à 6,7%. Au Brésil, le rythme de progression du niveau général des prix à la consommation s'est accéléré, enregistrant une inflation de 8,3%, contre 3,2%.

Tableau 2 : Inflation mondiale (en %)

	2020	2021	2022	2023
Monde	3,2	4,7	7,4	4,8
Pays avancés	0,7	3,1	5,7	2,5
Etats-Unis	1,2	4,7	7,7	2,9
Zone Euro	0,3	2,6	5,3	2,3
Allemagne	0,4	3,2	5,5	2,9
France	0,5	2,1	4,1	1,8
Japon	0,0	-0,3	1,0	0,8
Royaume-Uni	0,9	2,6	7,4	5,3
Pays émergents et pays en développement	5,2	5,9	8,7	6,5
Chine	2,4	0,9	2,1	1,8
Inde	6,2	5,5	6,1	4,8
Russie	3,4	6,7	21,3	14,3
Brésil	3,2	8,3	8,2	5,1
Afrique Subsaharienne	10,2	11,0	12,2	9,6
CEMAC	**2,7**	**1,5**	**3,2**	**2,7**

Source : FMI

En 2022, les annonces des embargos suite à la crise russo-ukrainienne pourraient entraîner une flambée du niveau général des prix à la consommation dans le monde. L'inflation mondiale se situerait à un niveau plus élevé, soit 7,4%, à cause de l'accroissement des cours des produits de base. L'inflation mondiale serait de 4,8% en 2023.

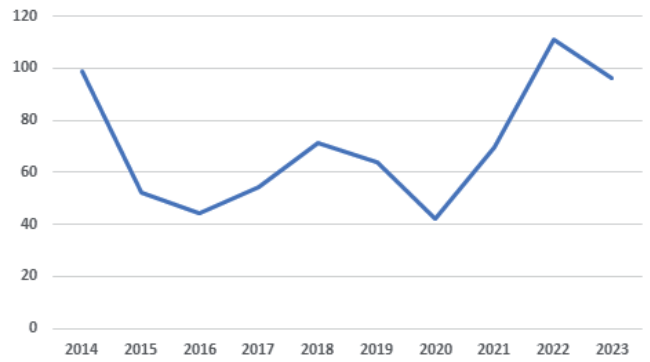
Dans les pays avancés, les tensions inflationnistes s'accentueraient, affichant une inflation de 5,7% en 2022 en 2023, en raison notamment du déséquilibre entre l'offre et la demande. En 2023, elle devrait ralentir, pour ressortir à 2,5%. Aux États-Unis, l'inflation s'établirait à 7,7% et 2,9%, du fait notamment d'importants dispositifs mis en place par les pouvoirs publics. Dans la zone euro, elle s'afficherait à 5,3% et 2,3%. En France, elle se fixerait à 4,1% et 1,8%. Au Japon, elle se situerait à 1,0% et 0,8%. Au Royaume-Uni, elle serait de 7,4% et 5,3%.

Dans les pays émergents et les pays en développement, l'inflation devrait fortement s'accélérer, pour ressortir à 8,7% et 6,5% respectivement en 2022 et 2023. En Chine, le niveau général des prix augmenterait plus vite qu'en 2021, avec un taux d'inflation de 2,1% et 1,8%. En Inde, il progresserait de 6,1% et 4,8%. En Russie, l'inflation atteindrait un niveau qu'il n'a jamais atteint dans le passé, soit 21,3% et 14,3%, en lien avec une panoplie des sanctions prises à l'encontre de son économie. Au Brésil, l'inflation ralentirait légèrement, pour ressortir à 8,2% et 5,1%.

I.3. Cours des matières premières

Cours de pétrole. Au premier trimestre 2022, le prix moyen du baril de pétrole s'est envolé (+63,4%), pour s'établir à 99 dollars us /baril, contre 60,6 dollars us le baril au premier trimestre 2021. Cette hausse s'explique principalement par la baisse de l'offre sur le marché pétrolier, perturbé par les sanctions prises par les pays avancés à l'égard de la Russie, l'un des plus grands pays producteurs du pétrole au niveau mondial.

Graphique 1: Cours de pétrole (en dollar US/baril)

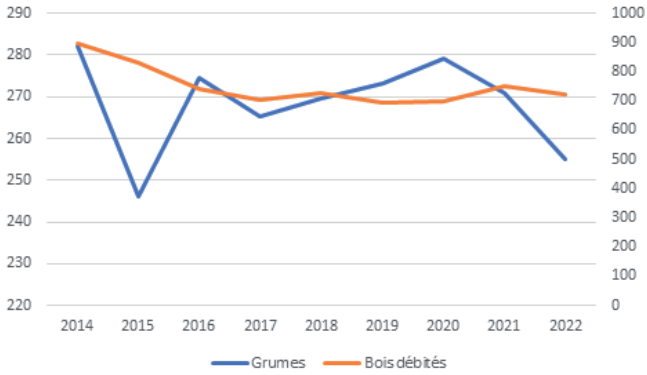


Source : FMI

En 2022, le cours du pétrole devrait plus que doubler (+58,6%), pour se situer à 111 dollars US, le baril, en lien avec l'arrêt quasi total des exportations de pétrole russe, du fait de la crise russo-ukrainienne, qui a déstabilisé les marchés des produits de base, ainsi que des sanctions prises conjointement par les pays avancés, les pays émergents et les pays en développement, qui ont décidé de se passer de l'énergie russe. En 2023, le cours du pétrole se fixerait à 96 dollars/baril, soit une baisse de 13,5%.

Cours du bois. Les cours des grumes et des bois débités ont enregistré des baisses respectives de 6,9% et 2,6% au premier trimestre 2022, comparativement à la période correspondante de 2021. Le cours des grumes est passé de 281,1 dollars le mètre cube à 261 dollars ; celui des bois sciés est revenu de 751,5 dollars le mètre cube à 731,6 dollars.

Graphique 2 : Cours de bois (en dollar US/ mètre cube)

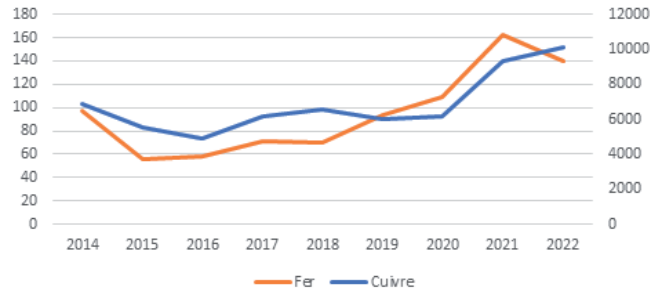


Source : Banque mondiale

En 2022, les cours des grumes et des bois débités devraient baisser respectivement de 5,9% et 4,0%, pour s'établir à 255 dollars US le mètre cube pour les grumes, et à 720 dollars US le mètre cube pour les bois débités. En 2023, les cours des grumes et des bois débités devraient en revanche croitre respectivement de 2,0% et 4,2%, pour ressortir à 260 et 750 dollars US le mètre cube.

Les cours des minerais. Au premier trimestre 2022, les cours des principaux minerais exportés par le Congo, ont connu une évolution contrastée, caractérisée d'une part, par l'accroissement du prix du cuivre (17,8%) et, d'autre part, par le recul du prix du fer (-14,8%).

Graphique 3: Cours de cuivre et du fer (en dollar/tonne métrique)



Source : Banque mondiale

En 2022, les cours du cuivre et du fer connaîtraient une variation mitigée, en ce sens que le prix de cuivre progresserait 8,4%, à 10100 dollars US la tonne métrique, et baisserait de 4,0%, pour se situer à 9 700 dollars US la tonne métrique, tandis que le prix du fer devrait se contracter de 13,6% et de 25,0%, pour ressortir à 140 dollars US la tonne métrique et à 105 dollars US la tonne métrique en 2023.

Tableau 3 : Récapitulatif de l'évolution des cours des principales matières premières exportées

Matières premières	2021				2022	Variation (en %)	
	T1	T2	T3	T4	T1	T1-22/ T4-21	T1-22/ T1-21
Brent ($ US/baril)	60,6	68,6	73,0	79,6	99,0	24,4	63,4
Grume ($ US/m^3)	281,1	272,0	270,4	261,9	261,9	0,0	-6,9
Bois débités ($ US/m^3)	751,5	762,1	751,1	735,2	731,6	-0,5	-2,6
Cuivre ($ US/mt)	8477,1	9706,1	9381,9	9703,1	9985,5	2,9	17,8
Fer ($ US/mt)	167,2	200,7	166,4	112,0	142,5	27,2	-14,8

Source : Banque mondiale

I.4. Conditions monétaire et financière

S'agissant des conditions financières, courant l'année 2021, les pays avancés ont maintenu leurs mesures de soutien budgétaire, dans le but d'atténuer les effets de la crise sanitaire à coronavirus d'une part, et de relancer l'activité économie d'autre part. Par contre, dans plusieurs pays émergents et pays en développement à faible revenu, les mesures budgétaires ont été de plus en plus limitées en 2021, à cause du niveau très élevé de leur endettement.

En 2022, la politique budgétaire serait expansionniste dans les pays avancés. En effet, les États-Unis et la zone euro devraient poursuivre avec les mesures de soutien budgétaire, jusqu'à ce que leurs économies retrouvent son niveau d'avant la pandémie. En revanche, les pays émergents et pays en développement devraient opter pour une politique budgétaire restrictive, en raison de leur niveau d'endettement très élevé. Ainsi, dans les pays en développement à faible revenu, la dette devrait diminuer progressivement jusqu'à atteindre 48% du PIB en 2024.

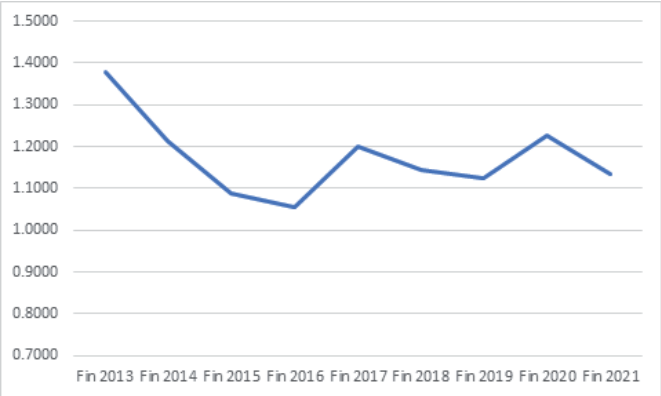
Concernant la politique monétaire, les grandes banques centrales ont maintenu leurs taux directeurs inchangés en 2021, malgré la réduction des mesures de soutien à l'économie par les banques centrales de certains pays émergents et pays en développement.

En 2022, la politique monétaire dans les économies avancées serait mitigée. Les réserves fédérales des Etats-Unis, ont procédé le 16 mars 2022, au premier relèvement de ses taux directeurs, se situant dorénavant dans l'intervalle de 0,25% à 0,50%. Par contre, dans la zone euro, le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 0,00 %, 0,25 % et -0,50 %. Au Japon, la banque centrale maintiendrait son taux directeur à -0,1%. Dans les pays émergents et pays en développement, la Banque populaire de Chine devrait garder inchangés ses taux d'intérêt directeur à 3,7% pour les prêts préférentiels à un an, et à 4,6% pour les prêts préférentiels à cinq ans. En Russie, la banque centrale a baissé son taux directeur de 20% à 17%.

I.5. Taux de change

À la fin de l'année 2021, l'euro s'est déprécié par rapport au dollar, passant de 1,2271 dollar à fin décembre 2020 à 1,1326, à cause notamment de la baisse soudaine des importations en provenance de la Chine, du fait principalement des mesures prises par les économies européennes en riposte à la pandémie.

Graphique 4 : Taux de change euro par rapport au dollar us



Source : INSEE

Selon la Banque de France, à fin mars 2022, un (1) euro correspondait à 1,1019 dollar américain, alors qu'il y a douze mois (fin mars 2021), il était à 1,1725, soit une dépréciation de 6,0%.

II. CONJONCTURE NATIONALE

Dans cette partie traitant de la conjoncture nationale, l'analyse porte sur le secteur productif, les prix, le commerce extérieur, les finances publiques et la situation monétaire. L'évolution de la conjoncture est appréhendée essentiellement en glissement annuel, en comparant les réalisations du premier trimestre 2022 à celles du premier trimestre 2021.

II.1. Secteur réel

II.1.1 Secteur Primaire (hors agriculture)

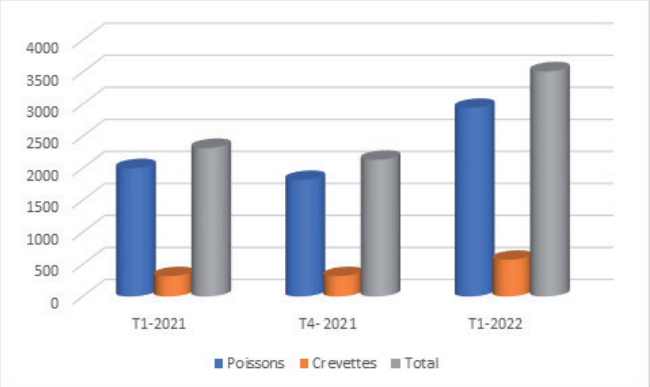
Dans le secteur primaire (hors agriculture), la conjoncture a été favorable au premier trimestre 2022. La branche sylviculture et exploitation forestière et la sous branche pêche ont connu un regain d'activités.

II.1.1.1 Pêche

Le potentiel national de capture des produits de pêche[1], est estimé annuellement à 180000 tonnes, dont 100000 tonnes pour la pêche continentale (qui demeure encore artisanale), et 80000 tonnes pour la pêche maritime[2].

Au premier trimestre 2022, la production de la sous-branche pêche s'est accrue de 51,6% par rapport au premier trimestre de 2021, en rapport avec les captures de crevettes (81,2%) et de poissons (47%). Il importe de souligner que la capture de crevettes a représenté un peu moins le double de celle de poissons.

Graphique 5: Production de la pêche (en tonnes)



Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

Les entreprises enquêtées ont vendu 557 tonnes au premier trimestre 2022, contre 931 tonnes de poissons au premier trimestre 2021 sur le marché intérieur, soit une baisse de 40,2%, en lien avec l'augmentation de la demande intérieure. Les ventes à l'extérieure ont enregistré une progression de 29,6%, en glissement annuel, passant de 71 à 92 tonnes de crevette, en rapport avec la reprise de la demande extérieur des crevettes.

Il sied de signaler que la production de poissons s'écoule sur marché intérieur, tandis que celle des crevettes s'exporte.

Tableau 4 : Évolution des ventes de poissons et crevettes (en tonnes)

		2021		2022	Variation (en %)	
	Unité	T1	T4	T1	T1 2022 /T4 2021	T1 2022 /T1 2021
Marché intérieur	**Unité**	**931**	**755**	**577**	**-26,3**	**-40,2**
Poissons	Tonnes	931	755	557	-26,3	-40,2
Crevettes	Tonnes	0	0	0	-	-
Marché extérieur	**Unité**	**71**	**78**	**92**	**17,9**	**29,6**
Poissons	Tonnes	**0**	**0**	**0**	-	-
Crevettes	Tonnes	**71**	**78**	**92**	17,9	29,6

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

Au cours de la même période, le chiffre d'affaires de la sous-branche pêche a connu une baisse de 17,1% comparativement à celui du premier trimestre 2021, à cause de l'effondrement des ventes de poissons, avec un recul du chiffre d'affaires de 17,7%, et ce nonobstant une hausse de 17,7% de celui des crevettes.

Tableau 5 : Évolution du chiffre d'affaires des activités de pêche (en millions de FCFA)

Produits	2021		2022	Variation (en %)	
	T1	T4	T1	T1 2022 /T4 2021	T1 2022 /T1 2021
Poissons	766	876	629,5	-28,2	-17,8
Crevettes	17	23	20,13	-13,3	17,7
Total	**783**	**900**	**650**	**-27,8**	**-17,1**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

II.1.1.2. Exploitation forestière

1. Les ventes de bois à l'exportation

Au premier trimestre 2022, les ventes de bois en grumes ont connu une légère hausse de 0,8%. Elles s'élèvent à 137,5 milliers de m^3 au premier trimestre 2022, contre 136,5 milliers de m^3 au premier trimestre 2021. Cette hausse de la vente des grumes à l'étranger ne permet pas d'encourager une transformation plus poussée de la filière bois au niveau local, conformément aux recommandations du Forum international sur le développement durable de l'industrie du bois dans le Bassin du Congo de 2013.

Si l'on tient compte de la répartition géographique, il ressort, dans la zone Nord du pays, une diminution tant en volume qu'en valeur des exportations de bois en grumes, respectivement de 4,3% et 3,4%. En revanche, on observe dans la zone Sud une augmentation des ventes en volume et en valeur, respectivement de 3% et 3,9%. Ces résultats montrent que l'exportation des grumes est beaucoup plus observée dans la zone Sud que dans la zone Nord du pays.

Tableau 6 : Évolution des Exportations des grumes en volume (en milliers de m^3) et en valeur (milliards de FCFA)

	T1-2021		T1-2022		Variation (en %)	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Grumes	136,5	15,1	137,5	15,4	0,7	2
Zone nord	41,5	4,1	39,7	3,9	-4,3	-4,9
Zone sud	94,9	11	97,8	11,5	3,1	4,5

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

II.1.2. Secteur secondaire

Les activités du secteur secondaire, au premier trimestre 2022, ont enregistré une baisse de la production, à l'exception des industries de transformation de bois, des minerais, agroalimentaires et chimiques.

II.1.2.1. Industries de transformation de bois

La production des contreplaqués a connu une hausse de 38,3% au premier trimestre 2022 par rapport au premier trimestre 2021. Cette hausse est également observée au niveau des placages déroulés (14,2%). Les sciages, quant à eux, ont enregistré une légère hausse (9,9%). La partie septentrionale du pays a pu réaliser une augmentation de 11,4% en glissement annuel. Cependant, dans la partie méridionale, une baisse de la production de 17,9% a été enregistrée au cours de la même période.

Tableau 7 : Évolution de la production des bois Transformés (en milliers de m^3)

	T1-2021	T1-2022	T1-2022/ T1-2021
Sciages	71,1	78,1	9,9
Zone nord	67,5	75,2	11,4
Zone Sud	3,6	2,9	-17,9
Placages déroulés	5,9	6,7	14,2
Contreplaqués	2,7	3,7	38,3

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

Au cours du premier trimestre 2022, le taux de transformation locale du bois est de 79,2% dans la zone Nord contre 21,0% dans la zone Sud. Ce résultat s'explique essentiellement par le fait que le niveau d'exportation des grumes dans la zone Nord est plus faible que dans la zone Sud.

Tableau 8 : Taux de transformation locale du bois (%)

	T1-2021	T1-2022	Variation
Zone nord	79,4	79,2	-0,2
Zone Sud	21,7	21,0	-0,7

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

II.1.2.2. Industries d'extraction des hydrocarbures

1. Production

Au premier trimestre 2022, la production pétrolière s'est établie à 24,151 millions de barils après avoir été de 25,24 millions de barils au premier trimestre 2021, soit une contraction de 4,3%. Cette baisse s'explique en partie par la cessation d'extraction au niveau des champs pétroliers Kombi, Likala et Libondo.

Tableau 9 : Évolution de la production des hydrocarbures bruts (en millions de barils)

Qualités	T1 2021	T1 2022	Variation en % T1 2022/ T1 2021
Huiles brutes de pétrole	**24,97**	**23,911**	**-4,2**
Djeno mélange	19,78	18,92	**-4,3**
Nkossa blend	4,24	4,08	**-3,8**
Yombo	0,83	0,82	**-1,2**
Nemba	0,12	0,091	**-24,2**
GPL	**0,27**	**0,24**	**-11,1**
Propane	0,16	0,15	**-6,3**
Butane	0,11	0,09	**-18,2**
Ensemble	**25,24**	**24,151**	**-4,3**

Sources : Direction des ressources naturelles (DRN) et Direction générale d'hydrocarbures (DGH)

2. Les ventes en volume des hydrocarbures bruts

Les ventes en volume des hydrocarbures ont connu entre le premier trimestre 2021 et le premier trimestre 2022, une baisse de 7,8%, en raison du repli de la production enregistrée sur la période. Cette analyse globale masque certaines disparités au niveau des huiles brutes de pétrole et des gaz de pétrole liquéfiés (GPL), dont les ventes ont évolué dans le sens opposé. En effet, il a été enregistré une progression de 1,2% des ventes de GPL et une régression de 7,9% des ventes des huiles brutes de pétrole.

Tableau 10 : Exportations des hydrocarbures bruts (en millions de barils)

Qualités	T1 2021	T1 2022	Variation en % T1 2022/ T1 2021
Huiles brutes de pétrole	**24,275**	**22,365**	**-7,9**
Djeno mélange	19,127	17,539	-8,3
Nkossa blend	4,659	3,847	-17,4
Yombo	0,489	0,979	100,2
GPL	0,082	0,083	1,2
Butane	0,082	0,083	1,2
Ensemble	**24,357**	**22,448**	**-7,8**

Source : DRN/DGE

II.1.2.4. Industries de boissons et de tabacs

1. Production

Au premier trimestre 2022, l'analyse des indicateurs de la branche boissons et tabacs fait apparaître, en glissement annuel et en variation trimestrielle, des baisses respectives de 25,9% et de 26,0% de la production des bières. Dans le même temps, les boissons alcoolisées et non alcoolisées ont affiché une régression de leur production respectivement de 71,2% et de 16,8% en glissement annuel. En variation trimestrielle, ce recul est de 10,3% pour les boissons alcoolisées et de 16,7% pour les boissons non alcoolisées. Ces replis s'expliquent en partie par la hausse du coût des matières premières importées et des coûts des transports sur le territoire national qui créent des ruptures de stocks.

S'agissant de l'eau minérale, la production s'est contractée de 23,3% en glissement annuel et de 14,2% en variation trimestrielle.

La production des cigarettes, en glissement annuel, enregistre une hausse de 15,2%. Cette embellie est liée à l'augmentation de la demande.

Tableau 11 : Évolution de la production des boissons et tabacs (en volume)

Principaux Produits	Variation en %	
	T1 2022/T4 2021	T1 2022/T1 2021
Bières	-26	-25,9
Boissons alcoolisées	-10,3	-71,2
Boissons non alcoolisées	-16,7	-16,8
Eau-minérale	-14,2	-23,3
Cigarettes	0,3	15,2

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

2. Chiffre d'affaires

En relation avec la baisse de la production constatée au premier trimestre 2022, le chiffre d'affaires des « boissons » s'est contracté aussi bien en glissement annuel qu'en variation trimestrielle. Le chiffre d'affaires des bières a baissé respectivement de 5,3% et de 5,9% ; celui des boissons alcoolisées de 23,9% et de 3,7% ; celui des boissons non alcoolisées de 16,2% et de 13,2%.

Le chiffre d'affaires de l'eau minérale a accusé un repli de 1,7% en glissement annuel et de 11,8% en variation trimestrielle.

Au premier trimestre 2022, le chiffre d'affaires des cigarettes a reculé de 2,8% en glissement annuel et de 5,1% en variation trimestrielle.

Tableau 12 : Évolution Chiffre d'affaires des boissons et tabacs

Principaux Produits	Variation en %	
	T1 2022/ T4 2021	T1 2022/ T1 2021
Bières	-5,9	-5,3
Boissons alcoolisées	-3,7	-23,9
Boissons non alcoolisées	-13,2	-16,2
Eau-minérale	-11,8	-1,7
Cigarettes	-5,1	-2,8

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

II.1.2.5. Industries alimentaires

Au premier trimestre 2022, l'activité des autres industries alimentaires a connu dans l'ensemble, une hausse de 38,7% par rapport au premier trimestre 2021, excepté celle de la production de la farine qui a connu une chute de 2,4%. Dans le même temps, les produits de maïserie ont enregistré une hausse de 35,7 %.

Tableau 13 : Évolution de la production des autres industries alimentaires

Principaux produits	Unité	T1 2021	T1 2022	Variations en %
				T1 2022/T1 2021
Farine de blé	Tonne	41763	40909	-2,04
Son de blé	Tonne	12009	12106	0,81
Produits de maïserie	Tonne	3712	5038	35,72
Produits de provenderie	Tonne	466	2427	420,82
Spaghettis	Tonne	28,5	826	2798,25
Sucre raffiné	Tonne	0	0	
Sucre blond	Tonne	0	0	
Ensemble				**38,7**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

Au premier trimestre 2022, l'évolution du chiffre d'affaires des autres industries alimentaires a reflété celle de la production en volume, enregistrant une hausse de 8,9% par rapport au premier trimestre 2021, résultant de la progression du chiffre d'affaires enregistrée principalement dans les industries sucrières (+7,3%) et meunières (+9,7%).

Tableau 14 : Évolution du chiffre d'affaires des industries alimentaires (en millions de FCFA)

Principaux produits	T1 2021	T1 2022	Variations
			T1 2022/ T1 2021
1- Industries meunières	**15864**	**17410**	**9,7**
Farine de blé	14351	14291	-0,4
Son de blé	639	945	47,9
Produits de maïserie	725	1441	98,6
Produits de provenderie	149	733	391,5
2- Industrie sucrière	**7075**	**7589**	**7,3**
Sucre raffiné	2026	1870	-7,7
Sucre blond	5024	5681	13,1
Calcaire	25	38	52,0
Total chiffre d'affaires	**22939**	**24999**	**8,98**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

II.1.2.6. Industries minéraux non métalliques

1. Production

Au premier trimestre 2022, la production des minéraux non métalliques (ciment) a chuté de 44,8%, s'établissant à 100554,6 tonnes, contre 182035,5 tonnes au quatrième trimestre 2022, en raison entre autres de la baisse d'activités dans la branche des BTP, de l'arrêt des activités de production de la principale cimenterie (Dangote Cement). Parallèlement à la production, les ventes en volume ont régressé de 47,7%, passant de 190995,3 tonnes à 99924,0 tonnes. En glissement annuel, la production de ciment a baissé de 41,7%, soit 100554,6 tonnes, après avoir été de 172409,8 tonnes une année auparavant. Les ventes en volume, quant à elles, ont vu leur niveau flanché de 42,4% au cours de la période sous revue.

2. Chiffre d'affaires

Reflétant les évolutions décrites plus haut, le chiffre d'affaires aussi a reculé de 45,3%, passant de 10170,2 millions de FCFA au quatrième trimestre 2021 à 5565,9 millions de FCFA au premier trimestre 2022. En glissement annuel, le chiffre d'affaires qui était de 8418,9 millions de FCFA au premier trimestre 2021, est passé à 5565,9 millions de FCFA, soit une baisse de 33,9%.

Tableau 15 : Évolution de la production, des ventes et du chiffre d'affaires du ciment

Indicateurs	T1 2021	T4 2021	T1 2022	Variation en (%)	
				T1 2022/ T4 2021	T1 2022/ T1 2021
Production effective (tonnes)	172409,8	182035,5	100554,6	-44,8	-41,7
Ventes en volume (tonnes)	173623,8	190995,3	99924,0	-47,7	-42,4
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	8418,9	10170,2	5565,9	-45,3	-33,9

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

II.1.2.7. Industries chimiques et matières plastiques (hors raffinage des produits pétroliers)

1. Production

La sous-branche « industries chimiques et de matières plastiques (hors raffinage de pétrole) » a vu la production de ses différents types de produits évoluer de manière mitigée entre le quatrième trimestre 2021 et le premier trimestre 2022. En effet, la production des mousses (+44,4%) et des cartouches de chasse (+34,6%) a progressé, tandis que celle des produits plastiques, de peintures et des autres produits a reculé respectivement de 37,3%, de 12,8% et de 52,4%, sous l'effet de la concurrence des produits importés. En glissement annuel, à l'exception de la production des peintures (-69,0%), tous les produits ont vu leur production augmenter, notamment les mousses (+64,1%), les produits plastiques (+10,7%), les cartouches de chasse (+7,1%) et les autres produits (+34,1%).

Tableau 16 : Évolution de la production (en volume)

Principaux produits	Variation en (%)	
	T1 2022/ T4 2021	T1 2022/ T1 2021
1- Mousses	44,4	64,1
2- Produits plastiques	-37,3	10,7
3- Peintures	-12,8	-69,0
4- Cartouches de chasse	34,6	7,1
5- Autres produits	-52,4	34,1

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

2. Chiffre d'affaires

Reflétant les évolutions de la production de différents types des produits décrites plus haut, le chiffre d'affaires de l'ensemble des produits a baissé de 10,4% en variation trimestrielle, impacté par la contraction du chiffre d'affaires des produits tels que les mousses (-14,4%), les produits plastiques (-21,3%), les peintures (-10,0%) et les autres produits (-41,0%). La baisse du chiffre d'affaires de ces industries est à mettre en rapport avec la diminution de prix de ventes des produits sur marché due à la concurrence ainsi que la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs.

En glissement annuel, son chiffre d'affaires a cru de 12,2%, tiré par l'accroissement du chiffre d'affaires des produits comme les mousses (+16,5%), les produits plastiques (+26,7%), les cartouches de chasse (+2,0%) et des autres produits (+66,8%).

Tableau 17 : Évolution du chiffre d'affaires des industries chimiques

Principaux produits	Variation (en %)	
	T1 2022/ T4 2021	T1 2022/ T1 2021
1- Mousses	-14,4	16,5
2- Produits plastiques	-21,3	26,7
3- Peintures	-10,0	-18,1
4- Cartouches de chasse	24,5	2,0
5- Autres produits	-41,0	66,8
Total chiffre d'affaires	**-10,4**	**12,2**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

II.1.2.8. Industries mécanique, métallique et métallurgique

1. Production

La production en tonnes des industries mécanique, métallique et métallurgique a reculé de 6,6% en glissement annuel et de 6,2% en variation trimestrielle, au premier trimestre 2022. Cette baisse résulte principalement de l'effondrement de la production des seaux de ménage et des ustensiles de cuisine.

Tableau 18 : Évolution du chiffre d'affaires des industries mécanique, métallique et métallurgique

Principaux produits	T1 2022 / T4 2021	T1 2022 / T1 2021
Fer	-27,72	19,46
Tôles	14,41	5,83
Ciment	-26,81	-44,59
Corbeille	-2,83	79,00
Seau de ménage	-54,04	-82,42
Électricité	-42,72	1,70
Ustensiles de cuisine	-40,62	-58,01
Plomberie	-72,41	-47,98
Ensemble	-6,20	-6,60

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'ensemble des produits de la sous-branche « industries mécaniques, métalliques et métallurgiques » s'est contracté de 7,8% en variation trimestrielle et de 26,3% en glissement annuel, en raison de la hausse des prix de matières premières due notamment à la rareté des intrants sur le marché.

Tableau 19 : Évolution du chiffre d'affaires des industries mécanique, métallique et métallurgique

Principaux produits	Variation en (%)	
	T1 2022/ T4 2021	T1 2022/ T1 2021
Chaudronnerie	-27,5	4,8
Appareil de levage	-18,1	-38,4
Construction métalliques	-6,3	-31,4
Tuyauterie	1,2	-34,2
Articles de ménage	-22,5	-12,8
Grillages	0,0	-20,0
Tôles	-17,5	12,0
Fer	-36,0	-36,0
Total chiffre d'affaires	**-7,8**	**-26,3**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

II.1.2.9. Industrie de raffinage

1. Achats de pétrole brut et production des produits raffinés de pétrole

En glissement annuel, entre le premier trimestre de 2021 et celui de 2022, les achats de pétrole brut se sont accrus de 2,5%, soit 202997 contre 198032 tonnes métriques. Les achats en valeur sont en hausse de 89%, passant de41,1milliards de FCFA au premier trimestre 2021 à 77,6 milliards de FCFA au premier trimestre 2022.

S'agissant de la production des produits raffinés de pétrole, excepté le fuel V180 qui enregistre un bond de 182,8%, le super carburant qui enregistre une hausse de 14,9% et le gaz butane qui progresse de 3,6%, les autres principaux produits enregistrent une baisse au cours de la période sous-revue : fuel V380 (-16,5%), gasoil (-17,3%), kérosène (-36,2%), essence légère (-88,8%).

Tableau 20 : Évolution des achats de pétrole brut et production des produits raffinés de pétrole

Pétrole brut	Unité	T1-2021	T4-2021	T1-2022	Variation en %	
					T1-2022 / T4 2021	T1-2022 / T1-2021
1-Quantité	Tonne métrique	198032	204076	202997	-0,53	2,51
2- Valeur (millions de FCFA)		41057	56555	77602	37,21	89,01
Principaux produits						
1- Gaz butane	Tonne métrique	2255	2848	2337	-17,94	3,64
2- Super carburant	Tonne métrique	17079	22122	19620	-11,31	14,88
3- Kérosène	Tonne métrique	5853	6416	3736	-41,77	-36,17
4- Gasoil	Tonne métrique	57087	56037	47199	-15,77	-17,32
5-Fuel V380	Tonne métrique	102476	102454	85525	-16,52	-16,54
6-Fuel V180	Tonne métrique	1830	4223	5176	22,57	182,84

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

2. Les ventes de produits raffinés de pétrole sur le marché intérieur

Par rapport au premier trimestre 2021, celui de 2022 a été marqué par un recul des quantités vendues de kérosène (-30,92%) et de gasoil (-14,63%), et une progression des ventes de fuel V180 (+103,34%), de super carburant (+18,14%) et de gaz butane (+2,86%).

Tableau 21 : Ventes en volume de produits raffinés de pétrole

Principaux produits	Unité	T12021	T4 2021	T1 2022	Variation en %	
					T1 2022 / T4 2021	T1 2022 / T1 2021
1- Gaz butane	TM	2269	2806	2334	-16,82	2,86
2- Super carburant	TM	16622	23084	19637	-14,93	18,14
3- Kérosène	TM	6424	4553	4438	-2,53	-30,92
4- Gasoil	TM	55897	55674	47720	-14,29	-14,63
6- Fuel V180	TM	2008	3689	4083	10,68	103,34

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

Les ventes en valeur de kérosène et de gasoil ont respectivement reculé de 30,2% et de 16,4% tandis que celles des autres produits se sont accrues : gaz butane (+2,9%), super carburant (+18,14%), fuel V180 (+103,34).

Tableau 22 : Évolution des ventes de produits raffinés de pétrole sur le marché intérieur (en millions de FCFA)

Principaux produits	T1 2021	T4 2021	T1 2022	Variation en %	
				T1 2022 /T4 2021	T1 2022 / T1 2021
1- Gaz butane	454	561	467	-16,8	2,9
2- Super carburant	9952	13820	11756	-14,9	18,1
3- Kérosène	2743	2756	1916	-30,5	-30,2
4- Gasoil	21792	21479	18228	-15,1	-16,4
6- Fuel V180	439	806	892	10,7	103,4

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

3. *Exportations de produits raffinés de pétrole en volume*

En glissement annuel, les exportations en volume de fuel V380 sont marquées par un net repli (-26,8). À contrario, les exportations en valeur ont connu, entre le premier trimestre 2021 et le premier trimestre 2022, une forte augmentation (+35,7%).

Tableau 23 : Évolution des exportations de produits raffinés de pétrole

					Variation en %	
Principaux produits	**Unité**	**T1-2021**	**T4-2021**	**T1-2022**	**T1-2022 / T4 2021**	**T1-2022 / T1-2021**
Fuel V380	Tonne métrique	98536	119036	72079	-39,45	-26,85
Fuel V380	Millions de FCFA	20507	33201	27838	-16,15	35,75

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

II.1.2.10. Industries de production et de distribution d'eau et d'électricité

1. *Production et distribution d'eau*

Au cours du premier trimestre 2022, la production d'eau a reculé de 4,16% par rapport à son niveau du quatrième trimestre de 2021, passant de 23,856 millions m^3, à 22,865 millions de m^3. En termes de glissement annuel, on constate qu'entre le premier trimestre 2021 et le premier trimestre 2022, la production d'eau est passée de 24,430 millions de m^3 à 22,865 millions de m^3 ; soit une diminution de 6,41%. Cette baisse de la production d'eau s'explique essentiellement par la vétusté des équipements et l'absence d'investissements conséquents.

Les quantités d'eau vendues ont affiché une diminution de 26,75%, au cours de la période allant du quatrième trimestre 2021 au premier trimestre 2022, passant de 16,751 millions de m^3, à 12,271 millions de m^3. En glissement annuel, on constate cependant une augmentation de 5,26% des quantités d'eau vendues. Celles-ci sont passées de 11,665 millions de m^3 au premier trimestre 2021 à 12,271 millions de m^3 au premier trimestre 2022.

Le nombre d'abonnés connectés au réseau de distribution d'eau a enregistré, en termes de glissement annuel, une progression de 0,31%, s'établissant à 208627 abonnés, au premier trimestre 2021 contre 209283 au premier trimestre 2022. Cette légère augmentation peut s'expliquer par l'extension du réseau de distribution d'eau en 2021 dans certains quartiers de Brazzaville.

Au cours du premier trimestre 2022, le chiffre d'affaires de la LCDE s'est établi à 2386 millions de Francs CFA contre 2249 millions de Francs CFA au premier trimestre 2021, soit une hausse de 6,09%. Cette hausse enregistrée en termes de glissement annuel peut s'expliquer, en partie, par l'augmentation des quantités vendues, ainsi que par la progression du nombre d'abonnés.

Tableau 24 : Principaux indicateurs de production et de distribution d'eau

Principaux indicateurs	**T1 2021**	**T4 2021**	**T1 2022**	**T1 2022 / T4 2021**	**T1 2022 / T1 2021**
Production (10^3 m^3)	24430	23856	22865	-4,16	-6,41
Quantités vendues (10^3 m^3)	11657	16751	12271	-26,75	5,26
Nombre d'abonnés	208627	212380	209283	-1,46	0,31
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2249	3512	2386	-32,06	6,09

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

2. *Production et distribution d'électricité*

Au cours du premier trimestre 2022, la production d'énergie électrique a été de 799 Gwh, contre 861 Gwh au premier trimestre 2021, soit une baisse de 7,23%. Cette baisse est liée, entre autres, à la panne de l'une des turbines au niveau du barrage hydroélectrique d'Imboulou.

Les quantités vendues quant à elles, ont connu une légère progression au cours de la période sous-revue, passant de 424 Gwh à 428 Gwh, en hausse de 1,08%. Cette hausse est attribuable, à l'opération d'inventaire physique des consommateurs et de pose de nouveaux compteurs lancée depuis 2019 par l'Energie Électrique du Congo (E^2C).

Le nombre d'abonnés a affiché, au cours du premier trimestre 2022, une hausse de 9,71%, par rapport à celui de la période correspondante de 2021, passant de 370126 abonnés en 2021 à 406058 abonnés en 2022. Cet accroissement s'explique par l'extension du réseau électrique.

S'agissant du chiffre d'affaires, l'E²C a réalisé24132 millions de FCFA au premier trimestre 2022contre 22302 millions de FCFA au premier trimestre 2021, soit une hausse de 8,21%. Au cours du premier trimestre 2022, la production d'énergie électrique a été de 799 Gwh, contre 861 Gwh au premier trimestre 2021, soit une baisse de 7,23%.

Tableau 25 : Évolution des principaux indicateurs de production et de distribution d'électricité

Principaux produits	T1 2021	T4 2021	T1 2022	T1 2022 / T4 2021	T1 2022 / T1 2021
Production (Gwh)	861	832	799	-3.93	-7.23
Quantité vendue (Gwh)	424	427	428	0.20	1.08
Nombre d'abonnés	370126	397130	406058	2.25	9.71
Chiffre d'affaires (en millions)	22302	23221	24132	3.92	8.21

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

II.1.2.11. Bâtiments et travaux publics

Au premier trimestre 2022, la branche « Bâtiments et travaux publics » (BTP) a enregistré une baisse de ses activités au regard de l'évolution de son chiffre d'affaires global.

En variation trimestrielle, le chiffre d'affaires global de la branche BTP a chuté de 38,8% passant de 7855,8 millions au quatrième trimestre 2021 à 6190,1 millions au premier trimestre 2022. Tandis qu'en glissement annuel, l'activité de la branche « Bâtiments et travaux publics » a connu un recul de 21,2 %. Il sied de noter que ce résultat cache une évolution contrastée des activités au sein de cette branche. En effet, pendant que les travaux publics ont baissé de 31,6%, les constructions des bâtiments ont bondi de 101,3%.

Tableau 26 : Évolution du chiffre d'affaires des entreprises des BTP

Indicateurs	Variation en (%)	
	T1 2022/ T4 2021	T1 2022/ T1 2021
Construction des bâtiments	-27,0	101,3
Travaux publics	-41,1	-31,6
Chiffre d'affaires global	-38,8	-21,2

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

II.1.3. Secteur tertiaire

Au premier trimestre 2022, le secteur tertiaire a connu une conjoncture favorable en lien avec la bonne tenue des activités du tourisme et hôtellerie, des télécommunications, des banques et des autres services, et ce, malgré la baisse d'activités dans le commerce et transports.

II.1.3.1. Commerce intérieur

1. Le commerce général

Au terme du premier trimestre 2022, le commerce général a enregistré une contraction de ses activités. En effet, le chiffre d'affaires du commerce général a reculé de 9,2% en variation trimestrielle et de 0,4% en glissement annuel, en raison notamment de la crise économique et sanitaire que traverse le pays ayant occasionné une baisse du pouvoir d'achat des consommateurs, des difficultés dans les circuits d'approvisionnement des marchandises ainsi que la hausse du coût de transport.

Tableau 27 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce général (en millions de FCFA)

Produits	T1 2021	T4 2021	T1 2022	Variation en %	
				T1 2022/ T4 2021	T1 2022/ T1 2021
-Produits alimentaires	11211	12944	11276	-12,9	0,6
-Textiles	358	294	638	116,8	78,1
-Matériaux de construction	2372	2501	2576	3,0	8,6
-Fournitures de bureau	569	1368	739	-46,0	29,9
-Matériel et accessoires informatiques	1426	2751	1839	-33,2	29,0
-Électroménager	160	152	131	-14,1	-18,2
-Autres	17874	17243	16641	-3,5	-6,9
Total chiffre d'affaires	**33970**	**37253**	**33840**	**-9,2**	**-0,4**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

2. Commerce des produits pétroliers raffinés

2.1. Ventes en volume des produits pétroliers et gaziers

Les ventes en volume des produits pétroliers raffinés et gaziers ont cru de 1,6% en variation trimestrielle passant de 93099,9 tonnes en 2021 à94616,1 en 2022, et de 0,1%, en glissement annuel entre 2021 et 2022. Ce léger raffermissement de l'activité est expliqué par la bonne tenue des activités de la sous-branche « Transport », suite à l'assouplissement des mesures barrières par le gouvernement, notamment l'ouverture des frontières.

Tableau 28: Évolution des ventes en volumes des produits pétroliers et gaziers (en tonnes)

Produits	T1 2021	T4 2021	T1 2022	Variation en %	
				T1 2022/T4 2021	T1 2022/T1 2021
- Essence super	24367,5	27370,1	27702,6	1,2	13,7
- Gaz oil	31117,0	37580,0	36742,0	-2,2	18,1
- Pétrole lampant	400,0	300,0	566,0	88,7	41,5
- Gaz butane	15908,3	6829,6	7434,0	8,8	-53,3
- GO TTC	20880,5	16097,1	15737,4	-2,2	-24,6
- GO PECHE	362,0	842,0	475,0	-43,6	31,2
- GO CFCO	356,0	897,0	658,0	-26,6	84,8
- Lubrifiants	77,5	109,1	88,2	-19,2	13,8
- Autres	1008,0	3075,0	5213,0	69,5	417,2
Total chiffre d'affaires	**94476,8**	**93099,9**	**94616,1**	**1,6**	**0,1**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

2.2. Chiffre d'affaires du commerce des produits pétroliers et gaziers

En 2022, le chiffre d'affaires cumulé des produits pétroliers raffinés a, par rapport à la même période qu'en 2021, progressé de 8,8%, atteignant 44894,8 millions de FCFA contre 41247,2 millions de FCFA. En variation trimestrielle, le chiffre d'affaires du commerce des produits pétroliers raffinés a progressé de 1,8%, passant de 44096,8 millions de FCFA au quatrième trimestre 2021 à 44894,8 millions de FCFA au premier trimestre 2022.

Tableau 29 : Chiffre d'affaires du commerce des produits pétroliers raffinés (en millions de FCFA)

Produits	T1 2021	T4 2021	T1 2022	Variation en %	
				T1 2022/ T4 2021	T1 2022/ T1 2021
- Essence super	13855,0	15669,3	15856,5	1,2	14,4
- Gaz oil	13436,5	16390	15884,9	-3,1	18,2
- Pétrole lampant	41,5	44,3	157,2	255	278,8
- Gaz butane	3658,7	2930,3	3233,1	10,3	-11,6
- GO TTC	9234,7	7127,0	7014,0	-1,6	-24
- GO PECHE	93,0	219,9	124,0	-43,6	33,3
- GO CFCO	45,8	260,7	192,5	-26,1	320,4
- Lubrifiants	151,1	209,9	161,9	-22,9	7,1
- Autres (6)	730,9	1245,4	2270,9	82,3	210,7
Total chiffre d'affaires	**41247,2**	**44096,8**	**44894,8**	1,8	8,8

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

3. Le commerce des produits alimentaires

3.1. Ventes en volume des produits alimentaires

Les ventes cumulées en volume des produits alimentaires ont régressé au premier trimestre 2022 de 14,8% par rapport à la même période de l'année précédente, soit 14322 tonnes contre 16802 tonnes. Cette contraction de l'activité est imputable aux effets conjugués de la crise économique et sanitaire, de l'augmentation du fret et de la pénurie du poisson sur le marché international. Cette régression (-15,6%) s'est poursuivie entre le dernier trimestre 2021 et le premier trimestre 2022.

Tableau 30 : Évolution des ventes en volume des produits alimentaires (en tonnes)

Produits	T1 2021	T4 2021	T1 2022	Variation en %	
				T1 2022/ T4 2021	T1 2022/ T1 2021
Poissons					
Poissons frais et congelés	2057	3735	2437	-34,8	18,5
Poissons salés et fumés					
Total poissons	**2057**	**3735**	**2437**	**-34,8**	**18,5**
Viandes					
Viande de volaille fraîche et congelée	12182	10535	9425	-10,5	-22,6
Viande bovine fraîche et congelée	510	811	500	-38,3	-2
Viande porcine fraîche et congelée	325	383	300	-21,6	-7,6
Autres viandes	1727	1499	1660	10,7	-3,9
Total viandes	**14745**	**13228**	**11885**	**-10,1**	**-19,4**
Total (A)+(B)	**16802**	**16963**	**14322**	**-15,6**	**-14,8**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

3.2. Chiffre d'affaires du commerce des produits alimentaires

Dans le sillage des ventes en volume, le chiffre d'affaires du commerce des produits alimentaires a reculé de 13,5% en variation trimestrielle et de 10,2% en glissement annuel. Ce recul est imputable d'une part, à la baisse marquée des ventes trimestrielles de poissons frais et congelés (-36,3%) et de viandes de volaille fraîches et congelées (-10,4%) et, d'autre part, au recul des ventes de viandes de volaille fraîches et congelées (-15,4%) en glissement annuel.

Tableau 31: Évolution du Chiffre d'affaires du commerce des produits alimentaires (en millions de FCFA)

Produits	T1 2021	T4 2021	T1 2022	Variation en %	
				T1 2022/ T4 2021	T1 2022/ T1 2021
Poissons					
Poissons frais et congelés	2619	4287	2732	-36,3	4,3
Poissons salés et fumés					
(A)Total poissons	**2619**	**4287**	**2732**	**-36,3**	**4,3**
Viandes					
Viande de volaille fraîche et congelée	14138	13356	11962	-10,4	-15,4
Viande bovine fraîche et congelée	1097	1222	1088	-11	-0,9
Viande porcine fraîche et congelée	163	240	241	0,3	47,8
Autres viandes	2423	2104	2324	10,5	-4,1
(B)Total viandes	**17821**	**16921**	**15615**	**-7,7**	**-12,4**
Total chiffre d'affaires (A)+(B)	**20440**	**21208**	**18347**	**-13,5**	**-10,2**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

4. Le commerce des véhicules

Au premier trimestre 2022, le négoce de véhicules a reculé de 10,7% en glissement annuel, affichant un chiffre d'affaires de 7256 millions de FCFA contre 8125millions de FCFA une année auparavant. Cette contre-performance est due aux difficultés liées au recouvrement des créances et aux difficultés d'exécuter les transferts à l'étranger. En variation trimestrielle, cette baisse est de 34,9% entre le quatrième trimestre 2021 et le premier trimestre 2022.

Tableau 32 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des véhicules (en millions de FCFA)

Produits	T1 2021	T4 2021	T1 2022	Variation en %	
				T1 2022/ T4 2021	T1 2022/ T1 2021
- Véhicules utilitaires	5660	7348	5539	-24,6	-2,1
- Véhicules industriels	2122	3487	1338	-61,6	-36,9
- Pièces détachées	185	148	242	63,5	30,8
- Entretien et services après-vente	9	16	14	-12,5	55,6
- Autres	150	148	123	-16,9	-18
Total chiffre d'affaires	**8125**	**11147**	**7256**	**-34,9**	**-10,7**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

5. Le commerce des produits pharmaceutiques

Le commerce des produits pharmaceutiques a consolidé son activité de 13,7% au premier trimestre 2022. Le chiffre d'affaires s'est affiché à 8839,1 millions de FCFA au premier trimestre 2022, contre 7774,5 millions de FCFA à la même période de l'année précédente. Cette hausse serait imputable aux tensions suscitées par la pandémie de Covid-19 sur le système de santé et aux opérations de répression par le gouvernement, des ventes illicites des médicaments. Par contre, la variation trimestrielle contraste avec le glissement annuel, le chiffre d'affaires a reculé de 6,1%, passant de 9412,4 millions de FCFA au quatrième trimestre 2021à 8839,1 millions de FCFA au premier trimestre 2022.

Tableau 33: Évolution chiffre d'affaires du commerce des produits pharmaceutiques (en millions de FCFA)

Produits	T1 2021	T4 2021	T1 2022	Variation en %	
				T1 2022/T4 2021	T1 2022/T1 2021
- Médicaments de spécialité	7071,3	8660,7	8098,5	-6,5	14,5
- Autres produits	703,1	751,7	740,5	-1,5	5,3
Total chiffre d'affaires	**7774,5**	**9412,4**	**8839,1**	**-6,1**	**13,7**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

II.1.3.2. Transports et Télécommunications

1. Transports

a. Transport aérien

Après deux années, 2020 et 2021, marquées par la grave crise sanitaire de la Covid-19, les indicateurs du trafic commercial ont bondi, suite à l'amélioration de la situation sanitaire dans le monde. Globalement, ***les mouvements d'avions*** sont en progression de 23% en glissement annuel, au premier trimestre 2022, portés par tous les transports commerciaux : international (14,8%), régional (77,9%) et national (22,1%).

Le nombre de passagers, qui était de 175,7 milliers de personnes au premier trimestre 2021, est passé à 210,5 milliers, au premier trimestre 2022, soit une hausse de 19,8%, résultant des performances enregistrées concurremment dans les transports commerciaux international, régional et national.

Le fret de marchandises, légèrement en baisse (-0,4% en rythme annuel en 2022 contre une progression de 25,5% en 2021), affiche une tendance contraire à celle des mouvements d'avions et du nombre de passagers. Cela pourrait s'expliquer par la baisse du volume des équipements sanitaires importés dans le cadre de la lutte contre la pandémie COVID-19.

Tableau 34 : Évolution du trafic commercial aérien

	T 19	T1 20	T1 21	T1 22	Variation en %		
					T1 22/ T1 21	T1 21/ T1 20	T1 20/ T1 19
Trafic commercial global							
- Mouvements d'avions (en nombre)	5690	5 799	3457	4264	23,3	-40,4	1,9
- Passagers (en milliers de pers.)	247,8	207	175,7	210,5	19,8	-15,1	-16,5
- Fret (en tonnes)	3243,9	2 283,40	2 866,80	2 854,60	-0,4	25,5	-29,6
- Poste (en tonnes)	0	0	0	0	0	0	0
Trafic commercial international							
- Mouvements d'avions (en nombre)	1431	1625	1154	1325	14,8	-29	13,6
- Passagers (en milliers de pers.)	78,9	65,3	44,4	58,6	32	-32	-17,2
- Fret (en tonnes)	2841,5	1978,3	2709	2342,9	-13,5	36,9	-30,4
- Poste (en tonnes)	0	0	0	0	0	0	0
Trafic commercial régional							
- Mouvements d'avions (en nombre)	655	596	226	402	77,9	-62,1	-9
- Passagers (en milliers de pers.)	8,2	7,1	0,3	3,5	1066,7	-95,8	-13,4
- Fret (en tonnes)	268,1	240,4	192,4	292,7	52,1	-20	-10,3
- Poste (en tonnes)	0	0	0	6,4	0	0	0
Trafic commercial national							
- Mouvements d'avions (en nombre)	3604	2578	2077	2537	22,1	-19,4	-28,5
- Passagers (en milliers de pers.)	160,7	134,6	131	148,4	13,3	-2,7	-16,2
- Fret (en tonnes)	134,3	64,7	116	219	88,8	79,3	-51,8
- Poste (en tonnes)	0	0	0	0	0	0	0

Source : A.N.A.C. (statistiques au départ et à l'arrivée)

b. Transport ferroviaire

Le transport ferroviaire a réalisé des contre-performances au premier trimestre 2022. En effet, le transport des voyageurs a reculé de 81,0% en glissement annuel, en lien avec le déraillement du train survenu au PK 499+180 d'une part, le long délai de livraison des locomotives, d'autre part. Par ailleurs, le volume global des marchandises acheminées par rails s'est élevé à 86194 tonnes au premier trimestre 2022 contre 102306 tonnes un an auparavant, soit une baisse de 15,7%.

Sur le plan commercial, le transport des marchandises et des personnes a généré un chiffre d'affaires de 1387 millions de FCFA au premier trimestre 2022, en baisse de 28,9% par rapport au premier trimestre 2021 due à un recul d'activités.

En variation trimestrielle, le transport ferroviaire a enregistré une forte baisse dans le transport des voyageurs et des marchandises, respectivement de 80,3% et 37,2%. En conséquence, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1387 millions de FCFA au premier trimestre 2022, contre 2141 millions de FCFA au quatrième trimestre 2021, soit une régression de 35,2%.

Tableau 35 : Évolution des indicateurs du transport ferroviaire

Volume d'activité				Variation (en %)	
Indicateurs	**T1 2021**	**T4 2021**	**T1 2022**	**T1 2022/T4 2021**	**T1 2022/T1 2021**
Voyageurs transportés	7272	7003	1381	-80,3	-81
Marchandises transportées	102306	137336	86194	-37,2	-15,7
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)				**Variation (en %)**	
Voyageurs transportés	17,7	14,8	2,7	-81,8	-84,7
Marchandises transportées	1786,6	1955,5	1214,1	-37,9	-32,0
Autres services	147	170,2	170,2	0,0	15,8
Total	**-35,2**	**-28,9**	**1387**	**-35,2**	**-28,9**

c. Transport terrestre

Entre le premier trimestre 2021 et celui de 2022, les activités de transport des personnes et des marchandises ont connu une diminution. En effet, le nombre de personnes transportées au premier trimestre 2022 s'est élevé à 1,1 million contre 1,8 million au premier trimestre 2021, soit une contraction en glissement annuel de 35,5%. Le volume des marchandises transportées s'est affiché à 8,2 millions de tonnes au premier trimestre 2022 contre 9,8 millions de tonnes à la même période de l'année précédente, soit un recul de 16,6% en glissement annuel. Cette baisse d'activités s'expliquerait par une concurrence de plus en plus accrue dans le secteur du transport terrestre. L'analyse en variation trimestrielle, montre aussi une régression du volume d'activités en nombre de personnes et en tonnes de marchandises transportées, avec des taux respectifs de -32,8% et -16,6%.

Malgré le recul d'activités dans la sous-branche « Transport routier » au premier trimestre 2022, le chiffre d'affaires a progressé de 3,5% en glissement annuel, tiré par les activités de location de véhicules (63,2%).

En variation trimestrielle, le chiffre d'affaires a reculé de 9,8% entre le premier trimestre 2022 et le quatrième trimestre 2021. Cette baisse est attribuable aux contre-performances enregistrées dans les activités de transport des personnes (-46,8%).

Tableau 36 : Évolution des indicateurs du transport terrestre

Volume d'activités				Variation en %	
Indicateurs	**T1 2021**	**T4 2021**	**T1 2022**	**T1 2022/T4 2021**	**T1 2022/T1 2021**
Personnes transportées	1760044	1687301	1134445	-32,8	-35,5
Marchandises transportées	985544	984954	821790	-16,6	-16,6
Location de véhicule	4	123	4	-96,7	0,0
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)				**Variation en %**	
Personnes transportées	1602	2644	1407	-46,8	-12,2
Marchandises transportées	6729	7174	6791	-5,3	0,9
Location de véhicule	175	229	286	24,6	63,2
Facturation péage	6647	7341	7207	-1,8	8,4
Total	**15153**	**17388**	**15691**	**-9,8**	**3,5**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

d. Transport maritime

L'activité du transport maritime, captée essentiellement par les données du port autonome de Pointe-Noire, a significativement reculé au premier trimestre 2022 par rapport à la même période un an auparavant. On note une baisse en volume des mouvements tant des embarquements que des débarquements respectivement de 14,5% et 1,7%, en glissement annuel.

Entre le premier trimestre 2022 et le quatrième trimestre de l'année précédente l'analyse de la branche transport maritime révèle des contre-performances. En effet, le volume de marchandises embarquées a fortement baissé s'affichant à 4016802 tonnes au premier trimestre 2022 contre 5719 387 tonnes au quatrième de 2021, soit une baisse de 29,8%. De même, le volume des débarquements a reculé pour se situer à 1802106 tonnes au premier trimestre 2022 contre 2575779 tonnes au quatrième trimestre un an avant, soit une diminution de 30%.

Ce recul d'activités a induit la baisse du chiffre d'affaires global sur la période sous-revue. En glissement annuel, le chiffre d'affaires a enregistré une baisse de 7,2%, expliquée principalement par la baisse du chiffre d'affaires des embarquements (-10,9%). En variation trimestrielle, le chiffre d'affaires a baissé de 11,3%, causé par le recul des embarquements (-14,2%) et des débarquements (-4,1%).

Tableau 37 : Évolution des indicateurs du transport maritime

				Variation en %	
Indicateurs	**T1 2021**	**T4 2021**	**T1 2022**	**T1 2022/ T4 2021**	**T1 2022/ T1 2021**
Embarquements	4698342	5719387	4016802	-29,8	-14,5
Débarquements	1834086	2575779	1802106	-30,0	-1,7
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)				**Variation en %**	
Embarquements	7203	7479	6418	-14,2	-10,9
Débarquements	2812	3004	2879	-4,1	2,4
Total	**10014**	**10483**	**9298**	**-11,3**	**-7,2**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

e. Transport fluvial

Le transport fluvial est essentiellement basé sur les activités du Port autonome de Brazzaville et Ports secondaires (PABPS). Au premier trimestre de l'année 2022, le PABPS a connu un rebond en termes de flux de passagers, de marchandises et du chiffre d'affaires.

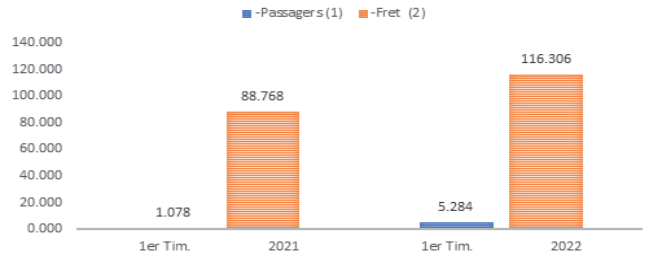
- **Flux de passagers et de marchandises**

Le flux de personnes au PABPS, a connu une hausse de 93,74% en glissement annuel et 17,59% en variation trimestrielle. Quant à celui des marchandises, une évolution de 22,2% est enregistrée par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Cette embellie se justifie par la mise en service de nouvelles grues et l'application progressive du protocole tripartite CFCO/PABPS/TBC.

- **Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires global réalisé par le PABPS au cours du premier trimestre de l'année en cours par rapport à la même période un an auparavant est en progression de 35,33%. Cette augmentation s'explique entre autres par l'attractivité retrouvée du PABPS et la réduction des délais de passage portuaire.

Graphique 6 : Évolution du chiffre d'affaires du transport fluvial (en millions de FCFA)



Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

2. Télécommunications

Dans l'ensemble, le trafic de la téléphonie mobile et internet a conforté son dynamisme au premier trimestre 2022, par rapport à la même période de 2021, et s'est établi à 7,8%. Cette progression est portée par l'accroissement du trafic voix (+4,8%), du trafic SMS (+16,0%) et du trafic internet 3G et 4G (+13,5%).

Tableau 38: Évolution des trafics des réseaux de téléphonie mobile et internet

	T1 2021	T1 2022	Variation (en %) T1 2022/ T1 2021
Téléphonie mobile			**5,6**
Trafic voix (en 10^6 mn)	*1141,6*	*1196,7*	*4,8*
Voix sortants	1116,9	1151,7	3,1
Voix entrants	24,7	45,0	82,1
Trafic SMS (en 10^6 sms)	*1173,5*	*1360,9*	*16,0*
Trafic internet			**13,1**
Trafic total (en 106 Go)	6939,8	7852,0	13,1
Trafic GPRS/EDGE/2G	115,9	104,2	-10,1
Trafic 3G et 4G	6823,9	7747,8	13,5
Ensemble			**7,8**

Source : ARCPE

Le chiffre d'affaires dans le secteur des télécommunications a régressé de 3,7% au premier trimestre 2022, par rapport à la même période de 2021, sous l'effet de la baisse combinée de l'activité de la téléphonie mobile (-4,8%) et du réseau internet (-1,0%). Les principales raisons sont, entre autres, les difficultés de recouvrement des créances avec les partenaires ; la baisse des prix (forfaits appels, sms, internet).

Tableau 39 : Évolution du chiffre d'affaires des entreprises de la téléphonie mobile (en millions de FCFA)

	T1 2021	T1 2022	Variation en % T1 2022/T1 2021
Téléphonie mobile	**32499,4**	**30936,2**	**-4,8**
Total revenus voix	30150	28649	-5,0
Revenus voix sortants	28512	27033	-5,2
Revenus voix entrants	1638	1616	-1,3
Revenus SMS	2349	2287	-2,6
Réseau Internet	13110	12974	-1,0
Trafic GPRS/EDGE/2G	219	177	-19,1
Trafic 3G et 4G	12891	12797	-0,7
Ensemble	45609	43910	-3,7

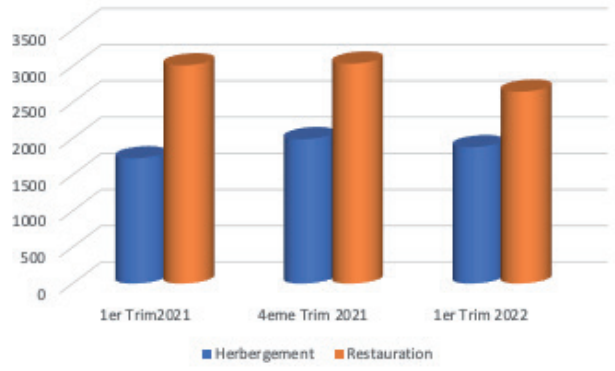
Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

II.1.3.3 Tourisme et hôtellerie

Au premier trimestre de l'année 2022, la sous-branche « Hôtellerie et restauration » s'est stabilisée, en termes de capacité hôtelière, par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Le nombre de nuitées a baissé de 6,6% en glissement annuel et de 7,3% en variation trimestrielle. La régression du taux d'occupation des chambres s'explique entre autres par les effets des mesures restrictives liées à la crise sanitaire de la Covid-19 édictées par le gouvernement.

S'agissant du chiffre d'affaires, il en ressort une hausse de 9% en hébergement par rapport à la période correspondante de l'année 2021 et cela s'explique par l'assouplissement des mesures restrictives liées à la pandémie de Covid-19. Par contre, la restauration a connu une baisse de 12% aussi bien en glissement annuel qu'en variation trimestrielle. Il convient de noter que dans son ensemble une baisse de 4,4% a été enregistrée.

Graphique 7: Évolution du chiffre d'affaires de l'hôtellerie (en millions de FCFA)



Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

II.1.3.4 Banques, assurances et micro finances

1. Activités bancaires

Au 31 mars 2022, le système bancaire congolais comptait dix (10) banques en activité. Il ressort des résultats satisfaisants au niveau de l'activité bancaire. La marge bancaire et le résultat brut d'exploitation maintiennent leur tendance haussière amorcée en 2020.

Les produits bancaires au premier trimestre 2022 ont représenté 74,4 milliards de FCFA contre 57,9 milliards de FCFA au premier trimestre 2021, en augmentation de 28,4%.

En glissement annuel, la marge d'activité bancaire a enregistré une évolution ascendante de 17,4% en lien avec le relèvement des produits bancaires. Le résultat brut d'exploitation a progressé de 18,8% en dépit de l'augmentation des charges bancaires.

Tableau 40 : Évolution des indicateurs des établissements de crédit en milliards de FCFA

Indicateurs	T1 2021	T1 2022	Variation (en %) T1 2022/ T1 2021
Produits bancaires	57,9	74,4	28,4
Charges bancaires	21,3	31,4	47,5
Marge d'activité bancaire	**36,7**	**43**	**17,4**
Autres produits d'exploitation	4,1	3,1	-24,2
Autres charges d'exploitation	24,1	25,5	5,9
Résultat brut d'exploitation	**20,4**	**24,2**	**18,8**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

2. Activités des microfinances

Le total de bilan de l'ensemble du secteur des microfinances a dégagé un produit net financier de 5 milliards de FCFA à fin mars 2022, contre 4,6 milliards de FCFA un an plus tôt, soit une hausse de 8,7%. Dans la même période, le produit d'exploitation global s'est accru de 16,3% pour afficher un résultat brut d'exploitation positif (+22,2%). Cette performance est liée à l'effet de la relance des activités des principaux clients des microfinances (PME, PMI, commerçants, artisans…) suite à l'assouplissement des mesures de lutte contre le Coronavirus (COVID-19).

Tableau 41 : Évolution des indicateurs de l'activité des microfinances (en millions de FCFA)

	T1 2021	T2 2022	Variation en % T1 2022 / T1 2021
Produits bancaires	4900	6800	38,8
Charges bancaires	300	1800	500,0
Produit net financier	4600	5000	8,7
Autres produits d'exploitation	6500	4200	-35,4
Autres charges d'exploitation	5300	5400	1,9
Produit d'exploitation global	4900	5700	16,3
Résultat brut d'exploitation	900	1100	22,2

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

3. Activités d'assurances

Au premier trimestre 2022, les primes acquises ont reculé de 26,4% en glissement annuel. Par contre, les primes cédées en réassurances sont ressorties à la hausse (33,3%). S'agissant des sinistres à payer, une hausse de 43,3% est observée en glissement annuel. Cette évolution est en lien avec la progression de la branche IARD (Incendies, Accidents, Risques Divers) encore appelé « branche non vie » qui est passée à 1,1 milliards de FCFA au premier trimestre 2022, contre moins d'un milliard un an plutôt, soit une hausse de 22,2%.

Tableau 42 : Évolution des indicateurs de l'activité des établissements d'assurances

				Variation en %	
	T1 2021	T4 2021	T1 2022	T1 2022 / T4 2021	T1 2022 / T1 2021
Primes acquises	29600	23200	21800	-6,0	-26,4
Primes encaissées branche vie	1700	7400	3300	-55,4	94,1
Primes encaissées branche non vie	0	0	0		
Autres primes encaissées	27900	15800	18500	17,1	-33,7
Sinistres à payer	6700	6400	9600	50,0	43,3
Sinistres à payer branche vie	400	700	300	-57,1	-25,0
Sinistres à payer branche non vie	6300	5700	9300	63,2	47,6
Commissions versées	1500	1100	500	-54,5	-66,7
Commissions payées branche vie	100	300	100	-66,7	0,0
Commissions payées branche non vie	1400	700	300	-57,1	-78,6
Frais généraux	2300	3300	2200	-33,3	-4,3
Primes cédées	900	29500	1200	-95,9	33,3
En réassurance branche vie	100	100	0	-100,0	-100,0
En réassurance branche IARD	900	29500	1100	-96,3	22,2

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

II.1.3.5 Autres services marchands

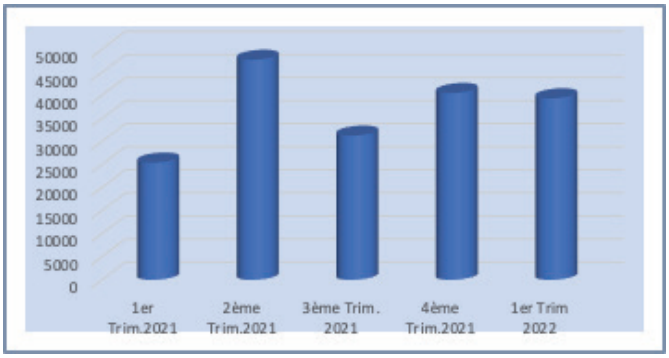
1. Affranchissements courriers

L'analyse trimestrielle des activités d'affranchissement courriers, expéditions des colis et autres permet d'observer, entre le premier trimestre 2022 et le quatrième trimestre 2021, une hausse du chiffre d'affaires de 10,87% qui serait due à une bonne dynamique des échanges liée à la levée des restrictions, notamment l'ouverture des frontières terrestres, portuaires et aéroportuaires en 2021. Cette tendance se confirme en glissement annuel avec le chiffre d'affaires qui se raffermit au taux de 10,91%.

2. Activités Parapétrolières

L'analyse en glissement annuel des données fournies par les entreprises parapétrolières témoigne de la bonne tenue de l'activité économique de ces entreprises au premier trimestre 2022. Le chiffre d'affaires global des sociétés fournissant des services auprès des entreprises pétrolières a augmenté de 54,9% par rapport au même trimestre de l'année précédente. Ce résultat est en lien notamment avec la bonne performance réalisée par les entreprises du secteur pétrolier entre le premier trimestre 2021 et le premier trimestre 2022.

Graphique 8 : Évolution du chiffre d'affaires des parapétroliers (en millions de FCFA)



Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

Une lecture rétrospective des données annuelles a montré qu'en 2021, malgré la suppression progressive des mesures de lutte contre la pandémie à covid-19, la sous-branche parapétrolière est demeurée en léger recul de 0,1%, après la survenue de la pandémie de la Covid-19 en 2020.

II.2. Emplois et Salaires

II.2.1. Emplois

En glissement annuel, les effectifs employés ont augmenté légèrement de (1,23%). Cette situation concerne tous les secteurs d'activités : secteur primaire (0,97%) ; secteur secondaire (0,21%) et secteur tertiaire (2,43%). Les raisons de cette augmentation émanent du niveau d'activité dans les branches « Autres services » (19,87%), « Exploitation forestière » (2,72%), « Commerce » (2,68%), « Bâtiments et travaux publics » (1,42%) et « Électricité et eau » (0,51%).

Tableau 43 : Situation de l'emploi dans le secteur formel (en nombre)

Activités/secteurs	Fin mars. 2021	Fin déc. 2021	Fin mars. 2022	Variation en %	
				Fin mars 2022 / Fin déc. 2021	Fin mars 2022 / Fin mars 2021
Secteur primaire	**7394**	**7473**	**7466**	**-0,09**	**0,97**
Agriculture élevage et pêche	**594**	**478**	**519**	**8,58**	**-12,63**
Effectifs permanents	423	324	385	18,83	-8,98
Effectifs temporaires	171	154	134	-12,99	-21,64
Exploitation forestière	**5296**	**5500**	**5440**	**-1,09**	**2,72**
Effectifs permanents	4550	4799	4778	-0,44	5,01
Effectifs temporaires	746	701	662	-5,56	-11,26
Industries extractives	**1504**	**1495**	**1507**	**0,8**	**0,2**
Effectifs permanents	946	946	958	1,27	1,27
Effectifs temporaires	558	549	549	0	-1,61
Secteur secondaire	**9591**	**9713**	**9611**	**-1,05**	**0,21**
Autres industries manufacturières	**6476**	**6721,5**	**6473**	**-3,7**	**-0,05**
Effectifs permanents	4714	4721,5	4703,5	-0,38	-0,22
Effectifs temporaires	1762	2000	1769,5	-11,52	0,43
Électricité et eau	**2340**	**2336**	**2352**	**0,68**	**0,51**
Effectifs permanents	2330	2326	2342	0,69	0,52
Effectifs temporaires	10	10	10	0	0
Bâtiments et travaux publics	**775**	**655**	**786**	**20**	**1,42**
Effectifs permanents	387	342	398	16,37	2,84
Effectifs temporaires	388	313	388	23,96	0
Secteur tertiaire	**9640**	**9734**	**9875**	**1,45**	**2,43**
Commerce	**3323**	**3362**	**3412**	**1,49**	**2,68**
Effectifs permanents	2872	2907	2962	1,89	3,13
Effectifs temporaires	451	455	450	-1,1	-0,22
Hôtellerie et restauration	**1382**	**1320**	**1358**	**2,88**	**-1,74**
Effectifs permanents	1062	1022	1019	**-0,29**	**-4,05**
Effectifs temporaires	320	298	339	13,76	5,94
Transports	**4935**	**5051,5**	**5104,5**	1,05	3,43
Effectifs permanents	4415	4464	4569	**2,35**	**3,49**
Effectifs temporaires	**520**	587,5	535,5	-8,85	2,98
Télécommunications	**874**	**858**	**852**	**-0,7**	**-2,52**
Effectifs permanents	630	614	609	-0,81	-3,33
Effectifs temporaires	244	244	243	-0,41	-0,41
Autres services	**4987**	**5896**	**5978**	**1,39**	**19,87**
Effectifs permanents	4037	4930	4830	-2,03	19,64
Effectifs temporaires	950	966	1148	18,84	20,84
Total	**26625**	**26919**	**26952**	**0,12**	**1,23**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

II.2.2. Salaires

En glissement annuel, la masse salariale globale distribuée par les entreprises a connu une légère augmentation de (1,03%). Cette hausse découle de la masse salariale distribuée dans les secteurs tertiaire (17,0%) et secondaire (4,87%), notamment au niveau des branches : « transport » (22,83%), « Électricité et eau » (6,88%) et « autres industries manufacturières » (4,89%).

Tableau 44 : Évolution de la masse salariale

Activités/secteurs	1er Tim. 2021	4ème Trim. 2021	1er Tim. 2022	Fin mars 2022 / Fin déc. 2021	Fin mars 2022 / Fin mars 2021
Secteur primaire	**30612**	**31387**	**28170**	**-10,25**	**-7,98**
Agriculture, élevage et pêche	**208**	**147**	**176**	**19,19**	**-15,67**
Effectifs permanents	181	121,35	151,64	**24,96**	**-16,19**
Effectifs temporaires	27	26,00	23,99	**-7,73**	**-12,23**
Exploitation forestière	**3754**	**4041**	**3760**	**-6,97**	**0,14**
Effectifs permanents	3659	3903,56	3652,93	**-6,42**	**-0,18**
Effectifs temporaires	95	137,66	106,71	**-22,49**	**12,40**
Industries extractives	**26649**	**27199**	**24235**	**-10,90**	**-9,06**
Effectifs permanents	18317,65	20312,42	17275,00	**-14,95**	**-5,69**
Effectifs temporaires	8331,50	6886,33	6959,91	**1,07**	**-16,46**
Secteur secondaire	**17693**	**18917**	**18554**	**-1,92**	**4,87**
Autres industries manufacturières	**10310**	**11144**	**10815**	**-2,96**	**4,89**
Effectifs permanents	8501,68	8852,54	8603,08	**-2,82**	**1,19**
Effectifs temporaires	1808,24	2291,51	2211,45	**-3,49**	**22,30**
Électricité et eau	**6517**	**6849**	**6966**	**1,71**	**6,88**
Effectifs permanents	6511	6842,58	6959,59	**1,71**	**6,88**
Effectifs temporaires	6	6,00	6,00	**0,00**	**0,00**
BTP	**866**	**925**	**774**	**-16,25**	**-10,57**
Effectifs permanents	372,45	487,32	357,88	**-26,56**	**-3,91**
Effectifs temporaires	493,46	437,32	416,49	**-4,76**	**-15,60**
Secteur tertiaire	**13006**	**14275**	**15217**	**6,60**	**17,00**
Commerce	**3892**	**4724**	**4267**	**-9,67**	**9,64**
Effectifs permanents	3705	4546,49	4078,88	**-10,29**	**10,10**
Effectifs temporaires	187	177,28	188,17	**6,14**	**0,60**
Hôtellerie et restauration	**988**	**1093**	**968**	**-11,48**	**-2,00**
Effectifs permanents	777,340657	892,88	763,22	**-14,52**	**-1,82**
Effectifs temporaires	210,276427	200,46	204,61	**2,07**	**-2,70**
Transports	**8127**	**8458**	**9982**	**18,03**	**22,83**
Effectifs permanents	7817	8132,35	9636,11	**18,49**	**23,27**
Effectifs temporaires	310	325,37	346,15	**6,38**	**11,83**
Télécommunications	**6186**	**6184**	**5507**	**-10,96**	**-10,98**
Effectifs permanents	5191	4533,98	4380,07	**-3,39**	**-15,61**
Effectifs temporaires	996	1650,45	1126,60	**-31,74**	**13,16**
Autres services	**96609**	**87694**	**82045**	**-6,44**	**-15,07**
Effectifs permanents	92415,75	83841,34	77670,18	**-7,36**	**-15,96**
Effectifs temporaires	4192,96	3853	4374,88	**13,56**	**4,34**
Total	**61311**	**64579**	**61942**	**-4,08**	**1,03**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

II.3 Agrément des entreprises à la charte des investissements

Au regard des données fournies par le secrétariat permanent de la Commission nationale des investissements (CNI), pour toute l'année 2021, trois (3) sessions de la CNI ont eu lieu en février, septembre et décembre.

À cet effet, trente-deux (32) entreprises ont obtenu les agréments pour des investissements évalués à 950,7 milliards de FCFA dans l'ensemble et une prévision de création de 9004 emplois.

Au premier trimestre 2022, la CNI a accordé trois (03) agréments contre treize (13) au premier trimestre 2021, soit une régression de 76,92% du nombre d'entreprises.

Les intentions d'investissement enregistrées au cours de cette période ont été de 107,0 milliards de FCFA, soit une baisse de 85,88% par rapport à celles enregistrées au premier trimestre de l'année précédente (758,0milliards de FCFA). Ces investissements devraient favoriser la création de 729 emplois, un nombre largement en baisse par rapport à celui observé au premier trimestre de l'année précédente (6066 emplois).

Tableau 45 : Répartition du nombre d'entreprises enregistrées et des intentions d'investissement et d'emploi par secteur d'activités

	1er trimestre 2021			1er trimestre 2022		
Secteur	Entreprises	Investissement	Emplois	Entreprises	Investissement	Emplois
Primaire						
Secondaire	7	132,5	463	2	79, 4	103
Tertiaire	6	625,5	5603	1	27, 6	626
Total	**13**	**758**	**6066**	**3**	**107**	**729**
Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)						

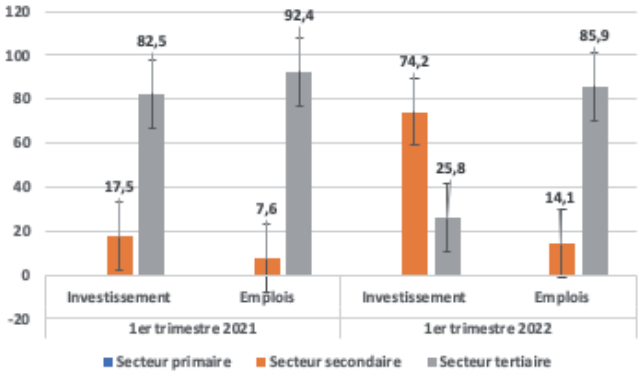
Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

Les investissements réalisés au premier trimestre 2022 ont été orientés vers le secteur tertiaire (25,80%) et vers le secteur secondaire, en majorité dans les mines (74,20%).

Malgré les nombreux atouts et potentialités naturels dont dispose le pays, notamment d'abondantes surfaces cultivables et ressources minières, le secteur primaire n'a pas attiré des investissements.

S'agissant des emplois, 14,1% et 85,9% d'emplois ont été créés respectivement dans les secteurs secondaire et tertiaire.

Graphique 9 : Part (en%) des intentions d'investissement et de création d'emploi



Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

II.4 Opinons des chefs d'entreprises

L'enquête d'opinions réalisée au cours du premier trimestre 2022, a révélé que 81,48% des chefs d'entreprises ont affirmé avoir rencontré au moins une difficulté spécifique dans l'exercice de leurs activités, tandis que 18,52% n'ont pas connu de difficultés particulières.

Dans le secteur primaire, 89,47% des chefs d'entreprises ont affirmé avoir connu des difficultés particulières dans l'exercice de leurs activités. Parmi ceux-ci, 58,82% affirment avoir des difficultés liées au transport et logistique ; 32,35% aux lourdeurs administratives et à l'accès à l'eau et à l'électricité ; 29,41% au recouvrement des créances et 26,47% à la concurrence déloyale.

Il apparait donc que plus d'entreprises évoluant dans le secteur primaire éprouvent des difficultés dans le transport et logistique.

Dans le secteur secondaire, 83,93% des chefs d'entreprises ont affirmé avoir connu des difficultés particulières dans l'exercice de leurs activités. Parmi ceux-ci, 46,81% affirment avoir des difficultés liées à la concurrence déloyale ; 38,30% au recouvrement des créances ; 34,04% aussi bien au transport et logistique qu'aux lourdeurs administratives et 29,79% à l'accès à l'eau et à l'électricité.

Il en ressort que les entreprises dudit secteur éprouvent davantage de difficultés en matière de concurrence déloyale liée à la forte expansion du secteur informel.

Dans le secteur tertiaire, 78,98% des chefs d'entreprises ont reconnu avoir fait face à des difficultés spécifiques dans l'exercice de leurs activités. Au sein de ces derniers, 60,43% affirment avoir des difficultés liées au recouvrement des créances ; 43,17% aux lourdeurs administratives ; 37,41% à la concurrence déloyale ; 31,65% à l'accès à l'eau et à l'électricité et 26,62% au transport et logistique.

Il apparait, vraisemblablement, que le recouvrement de créances et les lourdeurs administratives ont été les difficultés spécifiques majeures des entreprises évoluant dans le secteur tertiaire.

Tableau 46: Opinions des chefs d'entreprises sur les difficultés rencontrées au cours du premier trimestre 2022

Secteur d'activités	Avez-vous rencontré des difficultés particulières au cours du 1er trimestre 2022 ?		
	Oui	Non	Total
Primaire	89,47	10,53	100,00
Secondaire	83,93	16,07	100,00
Tertiaire	78,98	21,02	100,00
Total	81,48	18,52	100,00

		Primaire	Secondaire	Tertiaire
1-Transports et logistiques	OUI	58.82	34.04	26.62
	NON	41.18	65.96	73.38
	Total	100.00	100.00	100.00
2-Eau et électricité	OUI	32.35	29.79	31.65
	NON	67.65	70.21	68.35
	Total	100.00	100.00	100.00
3-Lourdeurs administratives	OUI	32.35	34.04	43.17
	NON	67.65	65.96	56.83
	Total	100.00	100.00	100.00
4-Concurrence	OUI	26.47	46.81	37.41
	NON	73.53	53.19	62.59
	Total	100.00	100.00	100.00
5-Recouvrement des créances	OUI	29.41	38.30	60.43
	NON	70.59	61.70	39.57
	Total	100.00	100.00	100.00
6-Autres à préciser	OUI	38.24	48.94	23.74
	NON	61.76	51.06	76.26
	Total	100.00	100.00	100.00

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2022)

En définitive, selon les résultats de cette enquête, il apparaît qu'en moyenne le recouvrement des créances représente la difficulté majeure à laquelle les chefs d'entreprises ont eu à faire face durant le premier trimestre 2022 (42,71%), suivi de transport et logistique (39,83%), de la concurrence déloyale (36,90%) et des lourdeurs administratives (36,52%). À contrario, la difficulté qui semble la moins importante au premier trimestre 2022, a été, celle de l'accès à l'eau et à l'électricité (31,26%).

II.5. Prix

Selon les données de l'Institut national de la statistique (INS), l'inflation s'est accélérée au premier trimestre 2022. L'indice harmonisé des prix à la consommation (base 100=2018) a augmenté de 2,5% en glissement annuel. Cependant cet indice des prix calculé en moyenne annuelle entre 2021 et 2020, a été de 2,0%.

La hausse des prix au premier trimestre 2022 par rapport au quatrième trimestre 2021, s'explique principalement par le renchérissement des prix des postes « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+5,8%) et « Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer » (1,1%). De même les postes « Articles d'habillement et chaussures », « Biens et services » et « Hôtels et restaurants » ont aussi connu une légère augmentation, respectivement de 0,8%, 0,7% et 0,6%.

Par ailleurs, les prix des postes « Transport », « Boissons alcoolisées et tabac » et « Logement, eau, gaz électricité et autres combustibles » ont enregistré une baisse, respectivement de 2,7%, 2,4% et 0,3%. Ces différentes baisses ont été à l'origine du fléchissement de l'indice global.

Tableau 47 : Indice de prix par groupes de produits (base 100=2018)

Libellé	2020	2021	T1 21	T1 22	2021/ 2020	T1 22/ T1 21
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	102,6	106,0	105,1	111,2	3,4	5,8
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	101,3	99,3	100,3	97,9	-2,1	-2,4
Articles d'habillement et chaussures	100,6	101,7	101,3	102,1	1,1	0,8
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	101,9	104,1	104,1	103,8	2,1	-0,3
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	99,6	100,0	99,2	100,4	0,3	1,1
Santé	96,8	96,9	96,9	97,0	0,2	0,1
Transports	104,2	105,0	107,2	104,3	0,8	-2,7
Communication	98,8	99,1	99,1	99,3	0,3	0,2
Loisirs et culture	99,9	99,2	99,3	99,6	-0,7	0,4
Enseignement	102,2	102,6	102,7	102,9	0,4	0,2
Restaurants et hôtels	100,8	101,3	100,9	101,5	0,5	0,6
Biens et services divers	101,1	102,4	101,9	102,6	1,2	0,7
INDICE GLOBAL	**101,8**	**103,8**	**103,5**	**106,1**	**2,0**	**2,5**

Source : DGE/INS

II.6. Commerce extérieur

Le solde du commerce extérieur est ressorti excédentaire au premier trimestre 2022, en nette consolidation par rapport au premier trimestre 2021.

II.6.1. Exportations de biens

Les exportations en valeur en 2021 se sont sous l'effet de la forte hausse des cours du pétrole et des expéditions des minerais, ont enregistré un bond passant de 2742,2 à 4055,3 milliards de FCFA, soit une augmentation de 47,9%.

Au premier trimestre 2022, l'envolée des cours a conforté la tendance haussière des exportations en valeur (+55,6%) se fixant à 1443,8 milliards de FCFA.

Tableau 48 : Exportations en valeurs (en milliards de FCFA)

Produits	2020	2021	T1 2021	T1 2022	Variation en %	
					2021/2020	T1 2022/21
Poissons et crevettes	3,14	2,47	0,99	1,25	-21,3	26,3
Résidus de céréales	1,5	2,2	0,7	0,6	46,7	-14,3
Ciment et autres prod minéraux non métalliques	2,96	3,48	0,16	0,7	17,9	337,5
Pétrole brut et GPL	2479,8	3667,3	859,2	1354,2	47,9	57,6
Essence et naphta	7,6	8,7	2,7	0,0	15,5	-100,0
Fuel lourd	80,9	98,4	20,5	27,8	21,6	35,5
Bois	127,9	135,0	31,9	32,3	5,5	1,2
Minerais cuivre, zinc, Plomb	23,9	61,0	0,4	24,1	155,7	5578,8
Autres produits	14,6	76,7	11,1	3,0	425,0	-73,3
Ensemble	**2742,2**	**4055,3**	**927,7**	**1443,8**	**47,9**	**55,6**

Source : Estimations DGE à partir des statistiques DGDDI/DRN/SCPFE

II.6.2. Importations de biens

Au premier trimestre 2022, les importations ont enregistré un accroissement de 6,7% par rapport à la période correspondante de 2021. Cette évolution est principalement liée aux produits alimentaires (+12,9%) et des autres biens de consommation. Les biens d'équipements par contre se sont fortement repliés (-21,7%).

Tableau 49 : Évolution des importations en volume (en tonnes)

	T1 2021	T1 2022	Variation en %	
			2021/2020	T1 2022/T12021
Produits alimentaires et boissons	**205,31**	**231,85**	**9,2**	**12,9**
Viandes	49,66	65,97	**19,0**	**32,9**
Poissons	10,52	9,66	**21,8**	**-8,2**
Laits et produits laitiers	2,18	4,97	**-4,8**	**127,5**
Céréales	86,83	97,36	**21,1**	**12,1**
Produits de la minoterie	10,67	6,85	**20,9**	**-35,8**
Huiles végétales, animales	9,30	16,48	**-41,8**	**77,1**
Autres produits alimentaires	31,83	27,41	**-0,4**	**-13,9**
Boissons	4,31	3,14	**29,6**	**-27,2**
Autres biens de consommation	**141,56**	**146,16**	**-7,0**	**3,2**
Biens d'équipement	**27,44**	**21,48**	**36,0**	**-21,7**
Ensemble	**374,31**	**399,49**	**3,7**	**6,7**

Source : DGDDI

Les quantités de biens importés ont progressé de 6,7% au premier trimestre 2022, par rapport au premier trimestre 2021, soutenues essentiellement par les importations des produits alimentaires, boissons et tabacs qui ont cru de 13,5%.

Au premier trimestre 2022, la valeur globale des importations s'est chiffrée à 334,7 milliards, en hausse de 39%, comparativement à la période correspondante de l'année précédente.

Tableau 50 : Évolution des importations en valeur (en milliards de FCFA)

	2020	2021	T1 2021	T1 2022	Variation en %	
					2021/2020	T1 2022/ T12021
Produits alimentaires et boissons	**347,57**	**413,82**	**91,27**	**126,07**	**19,1**	**38,1**
Viandes	107,40	140,65	29,98	49,33	31,0	64,6
Poissons	41,79	52,13	10,22	11,95	24,7	16,9
Laits et produits laitiers	7,06	7,88	1,48	4,35	11,6	192,7
Céréales	54,19	77,01	17,97	24,06	42,1	33,9
Produits de la minoterie	7,12	8,96	3,09	2,37	25,9	-23,3
Huiles végétales, animales	41,40	33,74	4,54	12,57	-18,5	177,1
Autres produits alimentaires	82,39	85,37	21,58	19,85	3,6	-8,0
Boissons	6,23	8,09	2,40	1,58	29,9	-34,2
Autres biens de consommation	**356,51**	**512,89**	**95,71**	**134,68**	**43,9**	**40,7**
Biens d'équipement	**207,27**	**211,92**	**53,89**	**73,97**	**2,2**	**37,3**
Ensemble	**911,35**	**1138,63**	**240,87**	**334,72**	**24,9**	**39,0**

Source : DGDDI

Ces tendances à la hausse en ce qui concerne les importations montrent que les impacts du conflit russo-ukrainien ont été limités au premier trimestre et qu'ils ont été beaucoup plus ressentis au premier trimestre 2022.

Le solde de la balance du commerce extérieur est resté excédentaire comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 51 : Balance du commerce extérieur (en milliards de FCFA)

	T1 2021	T1 2022	Variation en %	
			2021/2020	T1 2022/ T12021
Exportations	927,68	1443,84	47,9	55,6
Importations	240,87	334,72	24,9	39,0
Solde balance commerciale	686,81	1109,12	59,3	61,5

Source : Estimations DGE à partir des statistiques DGDDI/DRN/ SCPFE

II.7. Finances publiques

Le premier trimestre 2022 profite de l'envolée du cours du baril de pétrole, résultant notamment du conflit russo-ukrainien, confortée dans le secteur non pétrolier, par les résultats de la politique poursuivie par le Gouvernement en matière d'assainissement des finances publiques, notamment à travers l'amélioration des mécanismes de recouvrement des impôts et taxes et le renforcement de la discipline budgétaire. Les recettes publiques sont en forte augmentation, conjuguées avec une hausse quasi modérée des dépenses publiques. Ce qui se traduit par une nette consolidation des soldes budgétaires (primaire et global, base engagement).

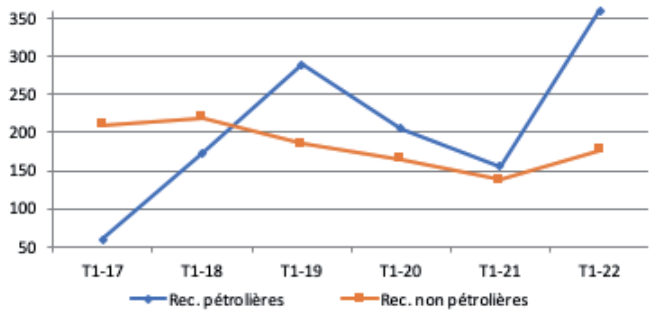
II.7.1. Recettes publiques

Les recettes publiques ont été recouvrées à hauteur de 549,9 milliards de FCFA au premier trimestre 2022 contre 310,1 milliards de FCFA au même trimestre de l'année précédente, soit une progression de 77,3% au rythme annuel. Cette évolution d'ensemble est induite par celle des recettes pétrolières et non pétrolières.

Les recettes pétrolières passent de 156,1 milliards de FCFA au premier trimestre 2021, à 360 milliards de FCFA au même trimestre une année après, en hausse de 130,6%. Cette augmentation des ressources pétrolières s'explique par la flambée du cours du baril, contrastant avec un volume de production pétrolière en baisse (-4,3%).

Les recettes non pétrolières enregistrent une hausse de 27,8% entre les premiers trimestres 2021 et 2022, contre une contraction de 24% au cours de la période 2020 et 2021. Cette inversion de tendance traduit une amélioration des mécanismes de recouvrement des recettes fiscales.

Graphique 10 : Évolution des recettes pétrolières et non pétrolières (en Mds de FCFA)



Source : DEP/DGB

II.7.2. Dépenses publiques

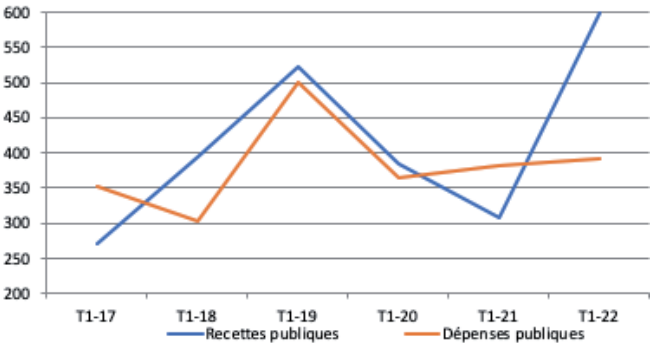
Les dépenses et prêts nets sont contenus à 392,6 milliards de FCFA au premier trimestre 2022, en hausse de 3% en glissement annuel (4,7% il y a un an), sous l'effet de l'accélération des dépenses courantes, ce, malgré une nette contraction des dépenses d'investissement.

Les dépenses courantes s'affichent à 336,5 milliards de FCFA sur cette période, en hausse de 7%, par rapport au premier trimestre 2021 contre 2,2% pour la même période de l'année antérieure, notamment en lien avec les dépenses engagées au titre du paiement des intérêts de la dette (12,3%).

Les dépenses d'investissement sont ressorties à 32,9 milliards de FCFA, au premier trimestre 2022, en baisse de 15,9% par rapport au premier trimestre 2021.

L'examen du graphique ci-après permet de mieux apprécier l'évolution comparée des recettes et des dépenses de l'État, depuis le premier trimestre 2017.

Graphique 11 : Évolution des recettes et des dépenses publiques (en Mds de FCFA)



Source : DEP/DGB

II.7.3. Solde budgétaire

En définitive, les évolutions ci-dessus décrites se traduisent par une inversion des déficits budgétaires, tant primaire que global, base engagements.

L'excédent primaire a atteint 209,2 milliards de FCFA, à fin mars 2022 contre un déficit de 24,8 milliards, à la même date en 2021.

Le solde global, base engagements (y compris dons), est passé d'une position déficitaire (-70,9 milliards de FCFA) à fin mars 2021, à une position excédentaire (157,3 milliards de FCFA) à fin mars 2022.

II.8. Situation monétaire

Au 31 mars 2022, l'évolution des principaux agrégats monétaires et du crédit, par rapport à la même période en 2021, fait ressortir une contraction des avoirs extérieurs nets, une hausse du crédit intérieur et un repli de la masse monétaire.

II.8.1. Avoirs extérieurs nets

La position extérieure nette des institutions monétaires s'est sensiblement dégradée, se traduisant à fin mars 2022 par la baisse, de plus de la moitié (-50,8%), des avoirs extérieurs nets qui se sont affichés à 235,4 milliards de FCFA au 31 mars 2022 contre 478,5 milliards à fin mars 2021. Cette évolution des réserves extérieures de change traduit, en partie, celles concomitantes des avoirs extérieurs nets de la BEAC (-8,6%) et des banques primaires (-19,1%).

II.8.2. Crédit intérieur

L'encours du crédit intérieur est ressorti à 2185,3 milliards de FCFA au 31 mars 2022 contre 2084,6 milliards à fin mars 2021, soit une hausse de 4,8%, en lien avec l'évolution de ses composantes (créances nettes sur l'État et crédit à l'économie).

Les créances nettes sur l'État se sont établies à 963,8 milliards de FCFA à fin mars 2022 contre 950,8 milliards au 30 mars 2021, en hausse de 1,4%. Cette légère augmentation des créances nettes sur l'État accentue l'endettement de celui-ci vis-à-vis du système bancaire, en lien avec une bonne orientation du marché pétrolier (envolée du cours du baril de pétrole).

L'encours des crédits à l'économie s'est établi à 1221,6 milliards de F CFA à fin mars 2022 contre 1133,8 milliards au 30 mars 2021, en hausse de 7,7% (8,9% une année plus tôt).

II.8.3. Masse monétaire

Les disponibilités monétaires et quasi monétaires détenues par les particuliers et les entreprises sont en régression de 6,8%à fin mars 2022 par rapport à fin mars 2021. Cette diminution est le reflet des tendances baissières de la monnaie fiduciaire et des dépôts à terme.

Les pièces et billets en circulation ont accusé une baisse de 27,5%, au 31 mars 2022, par rapport à fin mars 2021.

Les dépôts à vue ont quasiment stagné au 31 mars 2022 en glissement annuel (1,0%).

Les dépôts à terme ont baissé de 1,4% au 31 mars 2022, rapportés à fin mars 2021.

Tableau 52 : Évolution de la situation monétaire et du crédit

	En milliards de FCFA			*Variation en %*	
	T1-20	T1-21	T1-22	T1-22/ T1-21	T1-21/ T1-20
Avoirs extérieurs nets	**546,2**	**478,5**	**235,4**	**-50,8**	**-12,4**
Dont compte d'opérations	*465,3*	374,6	341,7	-8,8	-19,5
- BEAC	585,0	*508,1*	464,2	-8,6	-13,1
- Banques primaires	259,6	*266,5*	215,5	-19,1	2,7
Crédits intérieurs	**1 643,0**	**2 084,6**	**2 185,3**	**4,8**	**26,9**
- Créances nettes sur l'État	601,9	950,8	963,8	1,4	58,0
Dont position nette du Gt		930,2	986,2	6,0	
- Crédits à l'économie	1 041,1	1 133,8	1 221,6	7,7	8,9
Masse monétaire	**1 860,8**	**2 156,0**	**2 010,1**	**-6,8**	**15,9**
- Monnaie fiduciaire	508,6	542,1	392,9	-27,5	6,6
- Dépôts à vue	1 004,6	1 097,5	1 108,1	1,0	9,2
- Dépôts à terme	347,6	516,3	509,1	-1,4	48,5

Source : BEAC

II.9. Relation avec l'extérieur

À la fin de l'année 2021, après les négociations entre les autorités congolaises et l'équipe du Fonds monétaire international (FMI), la République du Congo et le conseil d'administration du FMI sont parvenus à la signature d'un nouvel accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC), pour un montant de 455 millions de dollars. Ce programme structuré sur trois (3) ans vise à aider le pays à préserver sa stabilité macroéconomique et à relancer l'activité économique, après deux années consécutives de récession.

III. PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE NATIONALE POUR 2022

L'analyse des perspectives de l'économie nationale pour 2022, porte notamment sur le secteur réel, l'inflation, les finances publiques et la situation monétaire.

III.1. Secteur réel

Les prévisions élaborées par le comité de cadrage macroéconomique et budgétaire (CCMB) sur la base des prévisions fournies par les entreprises interrogées, prévoient une reprise de l'économie en 2022, avec une croissance de 2,6%, contre -1,5% en 2021. Cette reprise serait portée principalement par le secteur hors pétrole (+3,9%), en dépit de la quasi-stagnation de la croissance du secteur pétrolier (0,2%).

La croissance attendue dans le secteur hors pétrole serait liée au dynamisme des secteurs primaire et tertiaire, malgré la mauvaise tenue des activités du secteur secondaire.

Le secteur primaire enregistrerait une croissance de 1,3% en 2022, contre -10,7% en 2021, sur fond de la hausse d'activités dans les branches « agriculture, élevage, chasse et pêche » (+5,9%) et « sylviculture et exploitation forestière » (+5,2%).

Le secteur secondaire devrait s'attendre à une régression de 2,6% en 2022, à cause de la baisse d'activités prévue dans les branches « Industries manufacturières » (-2,2%) et « Électricité, gaz et eau » (-6,5%), et ce nonobstant une reprise d'activités dans les bâtiments et travaux publics (+1,5%).

Le secteur tertiaire, quant à lui, enregistrerait une croissance de +5,5% en 2022, en rapport avec le regain d'activités attendu dans les autres services (+10,5%), notamment dans les banques et assurances.

III.2. Inflation

Le niveau général des prix à la consommation devrait augmenter en 2022, en raison de la crise alimentaire mondiale, entraînée par le conflit russo-ukrainien. L'inflation atteindrait 2,7%. Toutefois, elle resterait en deçà de la norme communautaire.

III.3. Finances publiques

Suivant la loi des finances exercice 2022, les recettes du budget de l'État s'établiraient à la somme de 1935,3 milliards de FCFA.

Les recettes budgétaires hors dons et legs s'élèveraient à 1898,3 milliards de FCFA et se déclinent comme suit :

- recettes pétrolières : 1086 milliards de FCFA ;
- recettes minières : 0,5 milliards de FCFA ;
- recettes forestières : 8 milliards de FCFA ;
- recettes fiscales : 701 milliards de FCFA ;
- recettes de portefeuille : 5 milliards de FCFA ;
- cotisations sociales : 73,8 milliards de FCFA ;
- autres recettes : 24 milliards de FCFA.

Les dons, legs et fonds de concours se projetteraient à 37 milliards de FCFA.

Les dépenses du budget de l'État exercice 2022 seraient plafonnées à une somme de 1 734,9 milliards de FCFA.

Les dépenses du budget général pour l'exercice 2022 seraient arrêtées à 1 617,6 milliards de FCFA et se répartissent comme suit :

- dépenses de personnel : 379 milliards de FCFA ;
- dépenses de biens et services : 187 milliards de FCFA ;
- dépenses de transferts : 487,1 milliards de FCFA ;
- dépenses d'investissement : 327,5 milliards de FCA ;
- charges financières de la dette : 172,1 milliards de FCFA ;
- autres dépenses : 64,9 milliards de FCFA.

Les budgets annexes et comptes spéciaux du Trésor seraient plafonnés à une somme de 117,4 milliards de FCFA.

La gestion des finances publiques par l'État pour l'exercice 2022 se solderait par un excédent du solde budgétaire global de 200,3 milliards de FCFA. Le solde primaire (sur fonds propres) serait de 368,3 milliards de FCFA.

EQUIPE TECHNIQUE

COMITE DE REDACTION

Directeur de la publication : Franck Mondésir MBOUAYILA TSASSA

Rédacteur en chef : Amed Stown BORGIA

EQUIPE DE REDACTION

Amed Stwon BORGIA
De Trebaut Jules Gerald TCHICAYA-GONDHET
Ernest PEA
Innocent GOMA MAKOUATI
Sylvère Cyrille NIANGUI MISSIET
Fabrice Clev AMBOULOU
Emos junior PEA
Hortimi MITOUOLO NGALIBALI
Constant Matthieu MAKOUENZI
Bien-Aimé DIAMONEKA
Weiss AMPHA
Darel Gervet TSAKALA TSIMBA
Lagès Nadège MOUANGUISSA
Jacquo Espoir NGODJO
Andréas Linche BAHOULAS NTAKI
Jean NIAMA BOUKORO
Ben Dhidhi Leuvrais MESSIEURS MOUKOKO
Arnaud MPIKA
Alexis LOUKOLO
Jean DJAMBOU
Jean Luc KOUTADISSA
Issdine KARIMOU
Mack Deny YILA MABIALA
Wolf MFERE AKIANA
Kevin NGAMOKOUBA
Elie VOUNZA

COMITE SCIENTIFIQUE

Pr Hervé DIATA
Pr André Patient BOKIBA
Dr Franck Mondésir MBOUAYILA TSASSA
Dr Dieudonné DINGA DILOUNGOU
Dr Jean Désiré Florent KABIKISSA

APPUI TECHNIQUE

Michel MATAMONA
Antoine ANDZOLO

SECRETARIAT

Ben Dhidhi Leuvrais MESSIEURS MOUKOKO
Andréas Linche BAHOULAS NTAKI
Joshèlène Grâce LOUBAKI MOPIANE
Bachelore Maldrine TAKI TOUNOUKA
Mailly MFOUMOU
Grâce AMBOUD



Direction Générale de l'Économie
Bld Denis SASSOU NGUESSO (face MUCODEC la gare)
🖃: 1111 Bzv ☎: (+242) 22.260.03.54
✉: dgeconomie.cg@gmail.com

Imprssion: Act'Unik. Tel.: (+242) 06 841 1123 / 06 616 93 13 Montage: Sarald Aime NGOUABI G.